

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA RECONSTITUTION ÉCONOMIQUE
DANS LA SOMME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mercredi 10 Juin 1925

à 10 heures et demie

PAR

GILBERT CARPENTIER

JURY

Président: M. GERMAIN MARTIN, Professeur.

Suffragants { M. HITIER, Professeur.
 M. LESCURE, Professeur.

IMPRIMERIE MODERNE DU SANTERRE

MONTDIDIER



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547525_0071

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA RECONSTITUTION ÉCONOMIQUE
DANS LA SOMME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mercredi 10 Juin 1925

à 10 heures et demie

PAR

GILBERT CARPENTIER

JURY

Président: M. GERMAIN MARTIN, Professeur.

Suffragants { M. HITIER, Professeur.
 M. LESCURE, Professeur.

IMPRIMERIE MODERNE DU SANTERRE

MONTDIDIER



INTRODUCTION

Le problème de la reconstitution des régions dévastées n'a cessé de dominer depuis six ans toute la politique française d'après-guerre. Il l'a dominée à l'extérieur, parce que notre attitude, fonction de celle de l'Allemagne vis-à-vis des obligations de réparations que cette nation a souscrites dans le traité de paix, a imposé aux gouvernements successifs quelles que fussent les apparentes divergences de méthode, un souci commun de garantir le principe et le recouvrement de cette créance. D'autre part la question si angoissante de la compensation des dettes de guerre interalliées ne pouvait être envisagée sans la réfection préalable de notre puissance productrice.

Il l'a dominée également à l'intérieur, car ces années d'après-guerre ont vu l'effort épuisant que la France s'est imposé pour faire les avances nécessaires au lieu et place de l'Allemagne défaillante dont la carence menaçait de retarder indéfiniment l'œuvre ébauchée.

Si bien qu'à l'heure actuelle 70 milliards environ ont été prélevés sur le revenu ou l'épargne française pour financer cette gigantesque entreprise sans précédents dans l'Histoire.

Celle-ci par suite des difficultés croissantes d'ordre financier semble être parvenue au point mort. Bien des indices permettent de penser que le mouvement de réadaptation économique qui, à certains égards a si profondément bouleversé la France et plus particulièrement les départements envahis est en voie de stabilisation.

C'est pourquoi il nous a semblé intéressant d'étudier dans quelles conditions avait pu être réalisée la reconstitution économique d'un département dévasté et de signaler les observations intéressantes auxquelles avait donné lieu cette expérience.

On pourra s'étonner que cette étude, qui, d'après son titre devrait exclusivement se cantonner dans l'examen de l'activité industrielle, agricole ou commerciale, s'étende également aux problèmes de reconstitution des services publics et même de la propriété immobilière privée.

C'est qu'il nous a paru difficile d'isoler le phénomène économique des conditions au milieu desquelles il se manifeste. Nous estimons que ce fut peut être la faute capitale de la méthode suivie en matière de reconstitution, que de prétendre régler indépendamment l'un de l'autre, successivement, en profondeur la reconstitution économique et la reconstitution immobilière privée.

De même que la prospérité industrielle ou agricole est soumise à des sujétions de main-d'œuvre, de débouchés, de transports ; de même dans l'étude économique d'une région ne peut-on éliminer les facteurs susceptibles de faciliter le retour à de nombreux éléments de population qui, sans avoir un rôle spécialement productif n'en contribuent pas moins à la renaissance de cette région.

Après avoir défini les caractéristiques du département de la Somme avant la guerre et rappelé les ravages que celle-ci lui a causés, nous avons décrit le travail de réfection du sol, cette pré-restauration en apparence si stérile. Puis passant en revue la reconstitution des transports et des principaux services publics, nous avons ensuite étudié l'importance de la reprise de l'activité industrielle et agricole à peu près terminée aujourd'hui, et les nouvelles tendances qui se sont manifestées dans cet ordre d'idées. Nous avons ensuite examiné les

difficultés qui ont successivement retardé la solution du problème de la reconstitution privée : main-d'œuvre, matériaux, moyens financiers.

Enfin nous avons terminé par quelques exemples intéressants d'initiative privée après avoir consacré un chapitre aux abus provoqués par les cessions de dommages dont l'influence a été selon nous des plus néfastes au point de vue de la reconstitution.

Nous nous sommes gardé de porter un jugement d'ensemble sur l'œuvre réalisée. Car il nous paru prématuré. Notre modeste ambition a été d'examiner impartialement les résultats obtenus dans un cadre territorial limité, qui tant par ses caractéristiques d'équilibre économique que par l'importance des dommages subis réalise le type normal et moyen du département dévasté.

Nous nous sommes penché sur cette terre picarde, avec l'attachement qu'on éprouve toujours pour le sol natal, rendu plus cher encore par un dur martyre ; trop heureux si cet exposé peut apporter une pierre à l'édifice encore si long à achever en éclairant l'œuvre de demain à la lumière de l'expérience d'hier.

CHAPITRE PREMIER

L'activité économique du département de la Somme avant la guerre

SECTION I

L'industrie. — Son caractéristique développement historique de l'industrie rurale. — Ses causes géographiques

La création ou le développement d'une industrie régionale est généralement fonction des trois facteurs suivants, ou de l'un d'entre eux :

1^o Existence sur place d'une force motrice (houille ou chute d'eau) à bon marché.

2^o Abondance et proximité des matières premières.

3^o Situation géographique favorable aux débouchés (voies navigables et ports maritimes peu éloignés).

Or, l'industrie picarde ne réunit aucune de ces conditions, et sa prospérité peut, à première vue, passer pour un paradoxe.

Au point de vue de la force motrice, tandis que l'exploitation des bassins houillers, venait au XIX^e siècle transformer radicalement l'Artois et la Flandre, aucun gisement d'exploitation aisée n'a été découvert dans le sous-sol picard. Cette région reste entièrement tributaire des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais.

En ce qui concerne les matières premières, elle n'est pas mieux partagée. Son industrie lainière était autrefois en grande partie approvisionnée par les ressources locales. Mais, la diminution du cheptel ovin, surtout depuis la guerre a presque complètement tari cet approvisionnement. Tout le reste, fer utilisé par la serrurerie, du Vimeu, coton pour la bonneterie, jute et lin pour les textiles, lui vient entièrement du dehors.

Quant à la 3^e condition relative aux débouchés maritimes, la Somme n'est pas moins deshéritée. Ecrasée entre les agglomérations industrielles du Nord et de la région de Paris, elle ne tire aucun avantage de sa situation riveraine de la Manche. Aussi toute sa production est-elle tournée vers l'intérieur. Il n'en était pas de même autrefois. La Somme, jadis couloir de pénétration naturelle des pays du Nord (Pays-Bas, Angleterre) vers l'Île de France, a vu depuis le moyen âge son importance décroître par suite de l'ensablement de son estuaire. Des ports tels qu'Abbeville, Saint-Valery-sur-Somme jadis entrepôts florissants ont vu leur commerce et leur prospérité ruinés par la lente action des alluvions. On a proposé bien des remèdes pour enrayer cette déchéance : Approfondissement de l'estuaire, fixation des sables, creusement d'un canal de dérivation vers l'ouest, permettant d'éviter la pointe sablonneuse du Hourdel. Mais les solutions vraiment efficaces seraient trop onéreuses pour pouvoir être entreprises actuellement. Un projet doit être prochainement réalisé dont les dépenses seraient couvertes par la Chambre de Commerce d'Abbeville, la ville de Saint-Valery et pour le surplus par l'Etat. Mais ces mesures ne pourront qu'entretenir un peu d'activité à cette issue depuis longtemps condamnée. Elles sont impuissantes à combattre le mal dans sa racine, mais propres tout au plus à en retarder les effets.

Si le développement de l'industrie picarde ne s'explique par aucune raison tirée de la situation géographique, il faut faire appel, pour en justifier l'existence à une cause historique. C'est l'abondance d'une main d'œuvre liée à une forme particulière et très ancienne d'industrie rurale, forme qui a subsisté très longtemps à la transformation des conditions économiques, qui a permis à ce département, en dépit d'une situation peu privilégiée, de tenir un rang honorable dans la production industrielle nationale.

Les conditions qui ont facilité l'établissement de cette industrie rurale sont d'abord, l'extrême division de la propriété foncière ; dans cette région, la moyenne et la petite culture sont prédominantes ; cette exiguité du champ familial limitant les moyens d'existence, il fallut s'ingénier à trouver les ressources d'appoint par un travail capable d'occuper tout le temps que la mauvaise saison ne permettait pas de consacrer à la terre.

Grâce à cette main d'œuvre peu exigeante puisqu'elle ne consacrait à ce travail qu'une partie de son activité et n'entraînait qu'un complément de subsistance, s'installèrent tout une série d'industries, restées très primitives dans leur organisation mais traditionnellement très vivaces.

La forme du travail qui prédominait dans ces industries était le travail à domicile. Telles étaient les deux industries types, la serrurerie du Vimeu qui du reste a peu évolué et occupait en 1910 environ 5.000 personnes localisée dans le sud de l'arrondissement d'Abbeville, et la bonneterie du Santerre aux effectifs deux fois plus nombreux répartis dans les arrondissements d'Amiens et de Montdidier.

Les conditions toutes particulières du travail ne favorisaient pas le développement de la grande industrie. On pouvait chercher en vain de ces usines tentaculaires qui étendent leurs forêts de cheminées, de bâtiments et de corons comme on en rencontre dans la vallée de la Scarpe ou de l'Escaut.

Alors que dans la plupart des centres industriels l'avènement du machinisme a provoqué une rupture brusque aux dépens de l'état agricole, avec dépeuplement des campagnes et afflux aux agglomérations urbaines, il y a eu ici pendant longtemps adaptation de l'usine à la vie rurale.

« Une carte industrielle de la Picardie, de l'Artois, du Cambrésis (1) où figureraient seules les industries des villes et de leur banlieue ne représentait pas toute la réalité. Rebelles à la loi qui pousse l'ouvrier et les ateliers vers les villes, les campagnes de cette contrée contiennent encore des paysans qui ne sont pas laboureurs, et dont la terre n'est pas l'unique ressource. La manufacture n'a pas déserté les villages ; fidèle à une tradition très vieille elle demeure, en maints endroits, solidaire de la culture... Cette forme originale du travail industriel vit encore, car malgré les révolutions économiques elle tient étroitement au sol ; elles sort naturellement des conditions mêmes de la vie rurale ».

« Un fait commun aux agglomérations les plus vivaces de villages industriels c'est la création à leur portée d'usines qui leur fournissent la matière première, préparent leur ouvrage, le reçoivent pour les dernières façons et le centralisent pour l'expédier. De là des agglomérations originales comme Escarbotin dans le Vimeu, Rosières, Moreuil, Villers-Bretonneux dans le Santerre, Caudry dans le Cambrésis où les constructions nouvelles, les édifices en briques, les cheminées d'usines, les demeures bourgeoises, en un mot toute la menace vaine encore de la révolution économique, tout le décor importé par la machine et le négoce se mélange non sans surprise aux habitations rurales, aux chaumières d'ouvriers, aux vieilles églises naïves aux coins de terre fleuris et cultivés. En s'implantant dans le milieu villageois l'usine y maintient l'ouvrier ; elle conserve un métier d'hiver à ceux que la terre seule ne peut nourrir, elle fixe pour une durée plus longue dans sa forme originale un spécimen de vie humaine fondée sur l'union intime de la culture et de l'industrie ».

(1) Demangeon, La Plaine Picarde.

Tel était le tableau fidèle qui jusqu'aux environs de 1914 pouvait encore être tracé de certains cantons du Santerre où s'était localisée la bonneterie. Cette organisation mixte, semi industrielle et semi rurale, avait l'énorme avantage de retenir aux champs une population qui dans des conditions normales se serait vu obligée d'émigrer vers les villes. Mais les formes surannées de production ne peuvent se survivre qu'un temps. Déjà, avant la guerre l'installation de quelques ateliers modernes avait porté un coup sensible au travail à domicile. Il appartenait à la guerre de précipiter une évolution qui même sans elle n'en était pas moins devenue inéluctable.

Dès 1905 voici ce qu'écrivait M. Demangeon sur la diminution de population très sensible depuis 1851.

« En somme le phénomène de la dépopulation des campagnes si caractéristique dès la fin du XIX^e siècle trouve sa condition première dans le phénomène de surpopulation qui suivit en Picardie la diffusion des industries rurales, la conception originale d'une existence fondée à la fois sur le travail des champs et sur le travail de l'atelier, l'alternance d'un métier d'été et d'un métier d'hiver aboutirent au développement d'une nombreuse classe de paysans mi cultivateurs, mi artisans. Elle n'a pas cessé de s'accroître tant que les événements économiques maintinrent un juste rapport entre ses ressources et ses besoins.... La dépopulation actuelle des campagnes est la contre partie naturelle de la superpopulation d'autrefois ; elle marque une phase inévitable dans le progrès de la division du travail qui concentre les industries autour des outils les meilleurs et les plus puissants et qui ramène les campagnes à leur fonction agricole ; c'est la disparition d'une forme de vie qui vivait d'un habile équilibre entre deux formes de travail ; mais c'est l'application de la loi économique qui assure le rendement maximum au travail intensif ; c'est le retour du village à la vie des champs et au travail de la terre. »

Ce phénomène parfaitement acceptable tant qu'il laisse au village assez de bras pour la culture du sol devient un réel danger quand il dépasse cette limite. Or, depuis la guerre le mouvement a pris une allure vertigineuse.

Le tableau ci-dessus dans lequel nous indiquons les densités moyennes au kilomètre carré des 5 arrondissements de la Somme peut en donner une idée.

DENSITÉ DE LA POPULATION EN 1846-1901-1913-1922

	1801	1846	1901	1913	1922
Amiens.....	82	105	110	108	104
Abbeville ..	71	86	83	81	77
Doullens ...	70	92	72	69	59
Montdidier.	68	78	64	61	47
Péronne.....	74	94	82	70	47

Les chiffres des arrondissements d'Amiens et d'Abbeville ne doivent pas faire illusion. Les moyennes relativement élevées qu'on y rencontre encore sont dus uniquement à l'existence des deux centres urbains très peuplés. Comme dans toute la France on assiste ici à un exode des champs vers la ville. Exode plus marqué seulement, car en outre des vides que la guerre a laissés sur toute l'étendue du territoire national, les destructions matérielles sont venues ajouter ici une nouvelle raison d'abandonner la terre. N'est-il pas saisissant par exemple que l'arrondissement de Péronne ait perdu en moins de 80 ans exactement, 50 % de sa population. S'il est certain que grâce à la reprise de l'activité économique dans cette région ce chiffre se modifiera sensiblement, il n'y en a pas moins là une constatation véritablement désolante pour l'avenir des régions agricoles.

SECTION II

La production agricole

Avant la guerre, la Somme se plaçait au tout premier rang des départements agricoles, par le rendement de

ses terres et les méthodes modernes de culture qu'on y pratiquait.

Cette fertilité est du reste fort ancienne. Dès le moyen âge, les blés corbiens, du nom de l'abbaye de Corbie qui défricha la plus grande partie de la plaine picarde étaient renommés en Flandre et jusqu'en Angleterre. La conquête du sol cultivable sur la forêt était presque achevée dès la fin du XVII^e siècle. En 1701 l'Intendant de Picardie constatait déjà le fait. « Presque tout est en culture ; le fond est d'un très grand profit en blé ; c'est tout le commerce des habitants ; ils y ont trouvé tant d'avantage depuis vingt ans que les terres les plus ingrates ont été mises en culture ». (1)

L'accroissement de la population au début du XIX^e siècle, permettant une culture plus intensive et la multiplication de la petite propriété n'ont pas manqué d'accroître ces heureux effets.

De plus, l'introduction et la prospérité de la culture betteravière vers la même époque et le stimulant que cette culture a donné à la production des céréales ont permis de perfectionner des méthodes surannées et d'obtenir des rendements très élevés.

LA RÉPARTITION DES CULTURES

Élevage, céréales et betteraves sont les grands produits de la culture de toute la région picarde.

L'élevage est presque entièrement localisé dans la moitié ouest du département où le régime plus maritime du climat, le nombre des rivières favorise la prospérité des paturages. Le mouton des prés salés ou bas champs de la Somme, le bœuf, le porc et le cheval boulonnais dans la région de Rue et d'Abbeville y font l'objet d'un commerce actif.

(1) Correspondance des Contrôleurs généraux, II, 355.

A l'est du département, si l'élevage à l'étable était assez actif avant la guerre, il cédait la première place à la culture industrielle et intensive dans laquelle les céréales et betterave tiennent la première place.

Le centre de cette culture est la plaine du Santerre, plateau calcaire, recouvert d'une couche de limon des plus fertiles, dont l'épaisseur varie de un à plusieurs mètres. Tous ceux qui tinrent les tranchées entre Roye et Péronne ont gardé le souvenir de ces hautes murailles de glaise et de la décevante profondeur des fouilles pour atteindre le sous-sol calcaire.

Toute cette région était avant la guerre soumise à une culture intensive. Peu de bois, pas de friche. Pour en donner une idée, le terroir de Roye par exemple, d'une étendue de 1.555 hectares, comportait en 1900 1.469 hectares de terres cultivées soit moins de 86 hectares pour les routes, places et terrains bâtis d'une importante commune de 4.500 habitants. Du même tableau nous extrayons quelques renseignements sur la répartition des cultures, Dans ce même terroir sur 1.469 hectares cultivés, 580 étaient emblavés en betteraves soit environ les $\frac{2}{5}$, 300 en blé soit $\frac{1}{5}$, 160 en avoine soit $\frac{1}{10}$, et le reste en fourrages annuels et cultures diverses. Nous verrons plus loin quel changement la guerre a apporté dans la répartition des cultures.

Le rendement des céréales était sur ces terres fortes comparable aux plus fortes, moyennes obtenues sur le sol français.

En 1912 la Somme venait au 5^e rang des départements français par la production du froment avec 2.476.200 quintaux pour une emblavure de 129.711 hectares soit un rendement supérieur à 19 quintaux à l'hectare.

Pour l'avoine surtout cultivée dans les arrondissements d'Amiens et de Doullens la Somme était au tout premier rang. 2^e en 1892 pour la production et 3^e pour le

rendement, 4^e pour la production et 6^e pour le rendement en 1900.

Elle se maintenait jusqu'en 1913 aux toutes premières places.

La culture de la betterave entièrement liée au développement agricole de cette région par suite de l'adoption de l'assolement triennal était également en plein essor avant la guerre.

En 1912 la Somme venait au 3^e rang des départements français pour la production avec 11.174.850 quintaux et 36.000 hectares d'emblavements.

Localisée presque exclusivement dans les arrondissements de Péronne et de Montdidier, cette culture alimentait 47 sucreries dont 29 dans le seul arrondissement de Péronne.

Ce pullulement des petites sucreries en contact étroit avec la culture avait les plus heureux effets au point de vue de la production. Pour beaucoup le capital social était en majeure partie entre les mains des cultivateurs. Nous verrons plus loin le changement apporté par la guerre dans cette industrie, qui plus que toute autre a subi la loi de la concentration.

CHAPITRE II

L'Invasion. — La Stabilisation en 1914-1916.

La Retraite stratégique allemande en 1917. — L'Offensive de 1918. — Le Bilan des destructions.

Au lendemain de Charleroi, la houle déferlante des divisions de von Kluck, aile marchante de l'armée allemande, submergea le sol de la Picardie.

Elle l'avait entendu bien des fois au cours de son histoire, ce pas pesant des légions envahissantes. Car de par sa situation stratégique, elle est, à beaucoup plus juste titre que la vallée de l'Oise, le palier naturel de l'invasion. Depuis Clovis, chaque siècle a ramené sur son sol les

hordes en marche vers la capitale ; la route de Flandre qu'a suivie von Kluck dans sa marche forcée sur Paris est celle que suivirent cent ans auparavant les cosaques lancés à la poursuite de débris des armées impériales ; celles que suivit Louis XIV quand il allait porter la guerre devant Cambrai, celles que suivait Jean de Werth et les lansquenets de la guerre de Trente ans, et plus loin encore les hommes d'armes du Téméraire, les bandes anglaises d'Edouard III et les archers de Bouvines.

L'Histoire de France, a pu dire Michelet, est comme entassée en Picardie. Mais d'aussi glorieux souvenirs ne vont pas sans dommage, et c'est ce qui explique, en dépit d'une fertilité de sol peu commune, malgré une situation géographique privilégiée, la stagnation dont cette région nous offre l'image. Ses villes, ses bourgs, vingt fois détruits, vingt fois relevés, ne sont guère plus peuplés qu'au moyen-âge. L'obstination appliquée de ses habitants, a usé dans ce labeur de perpétuel recommencement l'activité qu'elle eut pu consacrer à la création de nouvelles richesses.

Cette fois, c'est en pleins travaux de moisson poursuivis avec tenacité par les vieillards et les femmes restés seuls au pays, en l'absence de presque tous les hommes valides, que l'invasion surprit la région. A peine avait-elle été précédée de quelques rumeurs alarmistes et des lamentables convois de réfugiés belges, fuyant l'horreur des atrocités entrevues.

La progression extrêmement rapide de l'armée von Kluck (1) préserva le pays dans une certaine mesure des sauvages horreurs perpétrés ailleurs.

Incendies, pillages et réquisitions colossales allèrent néanmoins leur train ; mais une besogne plus pressante

(1) D'après des relations de témoins oculaires, les régiments qui traversèrent la Ville de Montdidier, du 30 Août au 5 Septembre, ne cantonnèrent pas chez l'habitant, mais furent bivouaquées sur les trottoirs de la Ville, garnis au préalable de paille réquisitionnée, pour réduire au minimum le temps d'étape de ces troupes en pleine marche forcée « nach Paris ».

urgeait, la poursuite des troupes françaises exténuées; on remettait le reste à plus tard.

Le seul accrochage de quelque importance se produisit à la fin d'août à Proyart où le 7^e corps réussit victorieusement à retarder le franchissement de la Somme, et à soustraire la 5^e armée française à la pression que l'ennemi exerçait sur ses éléments d'arrière-garde.

Après le prodigieux retour de fortune de la Marne et le premier moment de surprise qui permit à nos troupes de reconquérir le terrain perdu sur plus de 100 kilomètres de profondeur, l'ennemi parvint à se maintenir sur les collines du Nord de la Somme. A cheval sur cette vallée et sur celle de l'Ancre, il se retrancha solidement sans que les attaques esquissées en 1915, où l'Ouest de Roye (Le Quesnoy-en-Santerre, Andechy) et au Nord d'Albert (Hébuterne) parvinssent à modifier sensiblement la position respective des adversaires.

Tout l'Est du département fut alors coupé du Nord-Ouest au Sud-Est par une ligne ininterrompue de tranchées et de fortifications de campagne. Cette période de stabilisation dura jusqu'à 1916. A cette époque, les assauts massifs des allemands sur Verdun avaient fini par compromettre la résistance de la place. Une puissante attaque de diversion fut décidée.

Le 1^{er} Juillet 1916, après une préparation d'artillerie sans précédents, les divisions franco-anglaises débouchaient des parallèles de départ. La bataille, d'abord très favorable à nos armes, dura, avec des vicissitudes diverses, jusqu'à la fin de novembre. Elle avait démontré l'impossibilité avec les moyens limités dont on disposait alors, de réaliser une percée sur un front suffisamment large pour permettre une exploitation stratégique du succès tactique; mais elle avait donné aussi, par l'étendue des dévastations (Combles, Thiepval, Chaulnes, Bouchavesnes, Sailly-Salilisel, etc.), un avant-goût des destructions que les

opérations des deux années suivantes allaient valoir à nos deux riches provinces du Nord et de l'Est.

Jusqu'à Verdun et à la Somme, en effet, on considérait comme détruite toute position soumise à quelques heures de bombardement superficiel, mais à partir de 1916, par suite du développement de l'organisation défensive du terrain, les méthodes de préparation d'attaques pourvues de matériel d'artillerie de plus en plus puissants, cherchèrent à atteindre les entrailles mêmes de la terre, à les remuer à l'aide de puissants explosifs et dispersèrent du même coup, autant par le travail de sape que par le pilonnage des obus, l'umus patiemment amassé par les siècles.

LA RETRAITE STRATÉGIQUE DE 1917

En février 1917, sous la pression imminente d'une offensive alliée, le haut commandement allemand se décida à replier son armée aventurée dans le saillant de Roye sur des positions fortifiées, la Siegfried Stellung, organisées aux abords de Saint-Quentin. Ludendorff, dans ses mémoires, qualifie cette retraite stratégique « d'un des plus brillants exploits de l'armée de campagne, elle témoigne, dit-il, de la conscience et de la prévoyance de l'E. M. Allemand » (1). Elle laissait en tous cas la Picardie plus désolée qu'un cimetière, plus hostile qu'un désert. Avec un acharnement décelant, une décision longuement mûrie, le pays avait été rendu méthodiquement inhabitable, les voies ferrées détruites, les voies coupées, les carrefours et les ponts sautés, les maisons minées et des embûches et machines infernales semées sous toutes les pierres des ruines.

Si un certain nombre des mesures précédentes pouvaient tirer une apparence de justification de la nécessité de retarder l'arbordage de la nouvelle position de repli, par les troupes poursuivantes, le plus grand nombre

(1) Ludendorff (souvenirs de guerre), 2^e vol., p. 15.

néanmoins révélait nettement chez leurs auteurs cette mentalité de vandales qui finit par soulever, quelque lente qu'elle fut à s'émouvoir, la conscience unanime du monde.

Tel, par exemple, le massacre des arbres fruitiers que, vraiment, il était difficile de justifier par une nécessité militaire, et qui, aujourd'hui encore, imprime une marque de désolation désertique aux rares villages de cette région que n'a pas touché la mitraille.

La Somme vécut ensuite pendant une année son premier effort de relèvement. Le grondement du canon s'était fait plus lointain, et, secondés par une administration dévouée, les agriculteurs recommençaient à relever les ruines, que deux ans de combats avaient accumulées, quand éclata brusquement le coup de tonnerre du 21 mars 1918.

L'invasion fut si soudaine, cette fois, après la rupture de la position anglaise sur le Canal Cazăt et l'exploitation du succès poussée si avant, les premiers jours du moins par les troupes allemandes, qu'on eut toutes les peines du monde à évacuer les populations réintégrées, mission effroyable à accomplir sur des routes encombrées de convois, de blessés, de fuyards, dans l'incertitude d'une situation modifiée d'heure en heure et volontairement cachée par l'autorité militaire.

Le 22 mars, la Somme est franchie au Nord de Ham, le même jour cette ville tombe, ainsi que Péronne, avec de considérables approvisionnements de semences et un parc de bestiaux qu'on n'eut pas le temps d'évacuer. Le 25, les Allemands sont à Chaulnes et devant Roye qu'ils prennent le 26, atteignant ainsi le front d'avant Juillet 1916. Le 27, après 5 jours de bataille, malgré les contre-attaques de plus en plus pressantes des troupes françaises acheminées par trains et par camions, et déployées dès le débarquement en formation de combat, la vague allemande a déferlé jusqu'à Albert et Villers-Bretonneux à l'Est et jusqu'à Montdidier au Sud. Les avant-gardes ennemies sont aux portes d'Amiens.

Mais la journée du 30 voit la fin des espérances allemandes; malgré la violence de leurs attaques, ils ne peuvent déboucher de Montdidier et pousser leurs avantages vers le Sud.

A cette date, la grande pensée de l'Etat-major Allemand, la scission des armées anglaises et françaises a pu être conjurée, mais près de la moitié du département est maintenant sous la botte ennemie.

Les arrondissements de Péronne en entier et de Montdidier, sauf une mince enclave sur la rive droite de la Noye que nous tenons encore sont aux mains de l'ennemi. La Ville d'Amiens est sous le feu des canons de campagne, et l'importante bifurcation de Longueau, véritable plaque tournante du réseau du Nord, n'est qu'à quelques kilomètres des premières tranchées. Sur les vallées de l'Ancre et de l'Avre, le duel quotidien d'artillerie s'allume parfois de préparations brèves et violentes, suivies d'attaques massives, en Avril sur Villers-Bretonneux et la Luce pour déboucher vers Amiens, la grande proie toute proche est vers Grivesnes pour couper la voie ferrée Amiens-Paris déjà sous le feu immédiat des obusiers; en Juin sur Montdidier-Noyon pour faire tomber le saillant de Compiègne et aligner la gauche allemande à hauteur du nouveau front de Château-Thierry, redoutables soubresauts de la puissante machine de guerre allemande qui, fièvreusement, joue ses dernières chances.

Chaque jour, des villages, des bois, des champs sont pilonnés, bouleversés, effrités. Cette activité spasmodique dure jusqu'au 8 Août, premier acte de la grande tragédie de la bataille de France dont Mangin avait tracé le prologue le matin du 18 Juillet dans les bois de Villers-Cotterets et dont le dénouement devait, moins de 4 mois plus tard, avoir pour humble décor le wagon de Rethondes.

« Le 8 Août, écrit Ludendorf, est le jour de deuil de l'armée allemande dans l'histoire de cette guerre. Je ne vécus pas d'heures plus pénibles, sauf à l'époque des

événements qui se déroulèrent sur le front bulgare à partir du 15 Septembre et qui scellèrent le destin de la Quadruplice ».

En trois jours, l'attaque placée sous le haut commandement du maréchal Douglas Haig et menée au Nord par la 4^{me} armée anglaise (général Rawlinson) au Sud par la 1^{re} Armée française, général Debeney, flanquée d'un corps (35^{me}) de l'Armée Humbert, balaya toute la position ennemie, progressant en moyenne de 15 à 20 kilomètres, capturant des convois et des prisonniers par milliers, libérant définitivement Amiens de toute menace de bombardement effectif, reprenant Montdidier et reportant une fois de plus le front à l'ancienne ligne du début de Juillet 1916.

Cette ligne elle-même ne tint que peu de jours. L'attaque reprise le 27 fait tomber Roye, Chaulnes et Nesle et force les troupes allemandes à accélérer leur retraite. Elles marquent un certain temps d'arrêt sur les anciennes positions Hindenburg, et le 6 Septembre enfin, bousculés vers l'est, les Allemands abandonnent le dernier lambeau du territoire de la Somme.

Mais dans quel état le laissent-ils ! Bien qu'instruits par l'indignation des neutres et sans doute aussi faute de temps, ils n'aient pas renouvelé la monstrueuse erreur de psychologie qu'ils avaient commise en 1917 en dévastant systématiquement le Santerre, c'était une région ruinée de fond en comble que récupérait l'avance victorieuse de nos armées.

Les moissons enssemencées avant la ruée du 21 mars dont l'ennemi avait commencé l'enlèvement dans les régions épargnées par le feu, furent reprises en grande partie par nos troupes. Mais faute de bras, la population restée au sol ayant été évacuée vers la Belgique par l'envahisseur, faute de chemins de fer pour les transporter, on n'en put sauver que bien peu.

La poursuite de l'offensive et l'approvisionnement des armées en munitions, denrées et fournitures de toute

sorte primait d'ailleurs toute autre tâche. Ces difficultés incroyables avec l'avance de nos troupes et l'éloignement de leurs bases ne permirent pas d'entamer dès la libération l'œuvre de reconstitution économique avec des moyens suffisants.

L'étendue des dommages variable avec la durée et l'intensité des opérations militaires pouvait à peu près s'établir comme suit :

La ville d'Amiens presque complètement évacuée par la population civile depuis avril 1918 avait été soumise à un bombardement à une longue distance ayant endommagé de très nombreux immeubles (8.000 atteints sur 27.000, dont 1.500 complètement détruits) et provoqué des incendies considérables. Néanmoins la plus grande partie de la ville était encore habitable ou réparable, le caractère du feu ennemi ayant été surtout un tir de harcèlement et non de destruction systématique.

Parmi les autres agglomérations urbaines de la Somme Abbeville avait sérieusement souffert des bombardements aériens principalement au voisinage de la voie ferrée.

A l'intérieur du front de bataille la destruction était complète. Albert, déjà très éprouvé en 1915-1916 n'était plus qu'un monceau de ruines donné par la masse rougeâtre de sa basilique anéantie. A Villers-Bretonneux, Moreuil et Montdidier les pans de murs eux-mêmes avaient disparu; seules les caves et les pavés des rues aux trois quarts recouverts de décombres; pouvaient témoigner qu'une ville avait existé là. Quant aux localités qui avaient déjà subi les ravages des batailles de 1916, il va sans dire que la nouvelle invasion les avaient un peu plus ruinées encore. Telles étaient Péronne, Roye, Nesle et Ham.

La destruction des villages était en proportion, la plupart fortifiés en réduits incorporés à une ligne de résistance avaient été écrasés, tour à tour par les deux artille-

ries. Les champs, sillonnés de toutes parts par un lacs de tranchées étaient partout recouverts des débris de la lutte, mitraille, réseaux de barbelés, approvisionnement d'obus, de bois de mines, caissons et canons fracassés, affûts et équipages inutilisables. Le sous-sol lui-même miné comme une fourmilière, s'effondrait sous l'action des intempéries marquant par un vaste entonnoir la place des anciens abris abandonnés.

Quant aux ruisseaux, aux puits, aux rivières les terrassements et les bombardements avaient modifié leur régime, tari leurs sources, détourné leurs cours ; dans les marais presque tous infectés d'ypérite, les arbres que n'avaient pas abattu la mitraille achevaient de mourir sous la lente action des gaz.

Toute trace de vie humaine, animale et végétale se trouvait de ces vastes plaines rases et désolées,

Ainsi que devait le dire plus tard à la tribune du Sénat M. R. G. Lévy, rapporteur du budget des dépenses recouvrables.

« Il était réservé à la dernière guerre de détruire ce qui ne s'était jamais vu jusqu'ici, le sol lui-même ».

CHAPITRE III

La Reconstitution du sol

L'œuvre des services d'Etat. — Nettoyage des champs de bataille. — Désobusage, — Remise du sol en état de culture et d'habitabilité

On conçoit que devant la tâche formidable à entreprendre pour faire jaillir de cet informe chaos des sources de vie et de richesses productive, les efforts n'aient pas été dès l'abord couronnés de succès.

Prise entre les impatiences légitimes d'une population chassée pendant 4 ans de ses foyers, et l'immense espoir d'une résurrection quasi miraculeuse, qu'avaient fait naître les illusions de la victoire, les organismes compétents, sans directives bien précises, allant à tâtons dans une voie encore inexplorée, sans programme financier (on était alors aux premières discussions du traité de paix) avaient à accomplir une tâche obscure et ingrate dont l'ampleur ne pouvait se révéler aux yeux des observateurs superficiels.

Il fallut tout d'abord établir un plan d'urgence et en ajuster l'importance aux moyens financiers limités.

Ce fut sur cette tâche de pré-restauration, la plus ingrate de toutes que se concentrèrent dès la fin de 1918 les efforts de l'Administration et des Associations de Sinistrés.

Il n'entre pas dans notre sujet de décrire minutieusement les différents organismes dont un certain nombre n'eurent qu'une éphémère existence, qui se répartirent la besogne.

Ces rouages techniques et administratifs ne furent du reste pas particuliers au département de la Somme et fonctionnèrent dans toute l'étendue de la zone dévastée.

Pour l'intelligence du sujet et surtout parce que les conséquences de ce plan furent considérables au point de vue notamment de la modification ultérieure des modes de paiement, il est nécessaire néanmoins d'indiquer sommairement l'ordre d'urgence unique également pour toute la zone dévastée, dans lequel les travaux furent entamés.

1^o La remise en état de culture du sol primait toutes considérations. Il fallait donc nettoyer le champ de bataille, niveler les tranchées, enlever les obus et dépôts de toute nature accumulés par les offensives, et procéder aux premiers défrichements ;

2^o Simultanément rendre possible le retour de la population autochtone en grande majorité réfugiée et pour cela hâter la remise en marche des exploitations industrielles

susceptibles de faciliter le retour des populations ouvrières, assurer en même temps à ces populations un gîte même sommaire, avec un minimum de conditions d'existence (services publics, eau, voirie, etc.), ceci au moyen d'abris et d'installations provisoires destinées à durer quelques années tout au plus, pendant la période de transition.

Dans les deux articles qui précèdent, on voit que la plus grande partie des crédits devait être absorbée par des dépenses de reconstitution *définitive* des moyens de production (agriculture et industrie);

3^e Le stade suivant comprendrait la reconstitution *définitive* de tout ce qui n'avait pas un caractère de nécessité urgente: Dommages mobiliers, immeubles d'habitation, services publics. Mais dans l'esprit du Gouvernement, il n'y avait pas d'inconvénient sérieux à en ajourner la réalisation.

Tous les travaux de pré-restauration furent entrepris par l'Etat, en régie directe. On a daubé sans ménagements sur ces services qui ne furent pas toujours à l'abri de tout reproche. Mais il serait juste de reconnaître qu'au début, du moins, les travaux ne pouvaient être laissés à l'initiative privée. Dans cette œuvre d'intérêt national, une impulsion nationale était également nécessaire.

Voici sommairement comment elle fut répartie :

Les travaux de pré-restauration comprenant la remise en état de culture des terres, la construction des maisons provisoires, le déblaiement des localités, le nettoyage des puits et des cours d'eau et d'une façon générale tous les travaux préalables à la réoccupation définitive de la région, furent confiés à un organisme spécial des R. L. exploitant en régie directe le S. T. P. U. (1). Ce service, recruté hâtivement, et dont les cadres pléthoriques, n'offraient pas toutes les garanties de conscience et de

(1) Service des travaux de première urgence.

compétence désirables, n'eut qu'une durée éphémère. A la suite d'une retentissante tournée du Président du Conseil aux régions dévastées, sa suppression fut décidée.

Les services techniques, constitués par décret du 6 août 1919, recueillirent la lourde succession du S.T.P.U. Ils comprenaient, à l'origine, outre les services de la reconstitution définitive, les services d'exécution qui étaient :

- 1^o Le service des travaux pris par l'Etat;
- 2^o Le service des matériaux;
- 3^o Le service de la main-d'œuvre;
- 4^o Le service des transports;
- 5^o Le service des reconstitutions des chaussées et voies ferrées d'intérêt local.

Le service des travaux pris en charge par l'Etat avait pour rôle la remise du sol en état de culture et d'habitabilité: Comblement des tranchées et des abris souterrains, nivellement des trous d'obus et excavations de toutes sortes, désobusage des terrains de la zone de bataille, déblaiement des villes et villages détruits ou endommagés, remise en état des mares et puits, aménagement des adductions d'eau nécessaires à l'approvisionnement des agglomérations privées d'eau potable et construction des baraquements et bâtiments provisoires destinés à abriter les sinistrés, le bétail et les récoltes, en attendant la reconstruction définitive des immeubles détruits.

Le rôle du service des matériaux était de constituer à pied d'œuvre, les approvisionnements en matériaux de toute nature nécessaires soit au service d'Etat, soit aux sinistrés, tant pour les travaux de construction provisoire que pour la réparation ou la reconstitution définitive des immeubles.

Le Service des transports généraux divisé en 3 sections: hippomobile, automobile et voie ferrée de 0^m60 devait assurer le ravitaillement des populations sinistrées et

l'acheminement sur le lieu d'emploi des matériaux et matériel employés pour travaux de reconstitution.

Le service de la main-d'œuvre fut créé pour parer au déficit de la main-d'œuvre locale, très rare dans les débuts. Il eut pour mission de recevoir et de répartir entre les services d'Etat et les entreprises privées, les ouvriers étrangers recrutés par l'Administration supérieure.

Ce recrutement ne donna pas tous les résultats qu'on en attendait, et, de ce fait, le service de la main-d'œuvre ne prit jamais une bien grande importance.

Quant au service de réfection des chaussées et de reconstitution des voies ferrées d'intérêt local, il fut rattaché au ministère des Travaux Publics le 1^{er} Juin 1922 et resta placé sous la direction de l'Ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées du département.

LE NETTOYAGE DU CHAMP DE BATAILLE

Parallèlement à ces travaux de premier urgence, se poursuivaient les opérations de désobusage. En raison des dangers qu'elles comportaient et de la compétence nécessaire pour mener à bien une tâche si délicate, elles furent placées sous la direction technique du service de l'artillerie. La superficie à nettoyer comportait (non compris les bois) 451.000 hectares. Au 1^{er} Avril 1922 le travail était presque complètement achevé; 4.000 hectares seulement restaient encore à débarrasser des obus de surface et 22.500 hectares des obus mis à jour soit par les labours, soit par les opérations de nivellement.

Il en est de même pour l'enlèvement des fils de fer barbelés, qui couvraient à l'armistice une étendue de 2.600 hectares, et dont, par suite de l'interprétation restrictive de leur marché, les entreprises adjudicataires se contentèrent de transporter en dépôts en bordure des routes. Ces stocks énormes, sans aucune valeur marchande, ne trouvèrent guère d'acquéreur. Après de longues négociations entre le ministère des R. L. et les Communes concer-

nant ces indésirables dépôts qui encombraient sur des surfaces considérables les accotements des routes, leur enlèvement définitif est aujourd'hui complètement achevé

LA LIQUIDATION DES SERVICES TECHNIQUES

Dès 1921, le programme que s'étaient tracé les services techniques d'exécution touchant à sa fin, la liquidation de ces services commençait. Successivement le service de la main d'œuvre disparaissait en 1921, puis celui des transports généraux, supprimé le 31 décembre 1921 pour sa section hippomobile et le 31 décembre 1922 pour sa section automobile. Seule la section des voies ferrées de 0^m60, à défaut de concessionnaire continue à fonctionner en régie comme voie de chantiers.

En ce qui concerne le service des matériaux, il est également complètement liquidé depuis décembre 1922.

Enfin le service d'exécution des travaux d'Etat proprement dit, dont le rôle était plus important a été liquidé le dernier à la fin de 1923.

CHAPITRE IV

La Reconstitution industrielle

Son importance. — Sa nouvelle répartition. — Recul de l'industrie rurale. — Concentration de la sucrerie

Nous avons vu que la forme traditionnelle de l'industrie rurale était déjà en recul très sensible avant la guerre.

En l'état actuel de la reconstitution industrielle on peut dire que dans la région dévastée du Santerre tout au moins le divorce du champ et de l'usine est complètement consommé.

Partout des usines modernes à l'outillage puissant ont remplacé le métier à bras de l'artisan à domicile. La conséquence de cette évolution a été le déplacement des industries vers certains centres plus peuplés ou mieux desservis en même temps qu'une concentration des usines obtenues par la fusion de plusieurs dommages de guerre et la disparition de nombreuses petites et moyennes entreprises.

Du fait de ce déplacement des industries il est difficile d'établir une comparaison entre l'importance actuelle de la production et celle d'avant-guerre.

Disons tout de suite que dans l'ensemble elle ne paraît pas avoir sensiblement varié. Si aucune industrie nouvelle vraiment importante ne s'est créée dans la région, par contre la reprise des anciennes usines, assez lente dans les débuts n'a été entravée par aucune crise de genre de celle qui a si profondément affecté l'industrie de la grosse métallurgie. Au contraire les besoins pour la consommation intérieure et pour l'exportation qui n'ont cessé de croître depuis 1919 dans la branche des textiles et de l'industrie lainière ont été le meilleur des stimulants.

Cependant, ce n'est guère qu'à la périphérie de la zone ravagée que cette industrie reprit rapidement son essor. Et cela s'explique aisément. Dans la région complètement dévastée la main d'œuvre était introuvable et drainée d'ailleurs par les salaires prohibitifs des chantiers de reconstitution. De plus, l'exportation des dommages hors de la zone avec emploi dans un rayon de 50 kilomètres fut pratiqué dès le début sur une grande échelle.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce point, au sujet de l'interprétation extensive donnée à ce texte, en opposi-

tion formelle avec l'esprit de la loi tel qu'il résulte de la discussion ayant précédé le vote de cet article (1).

L'institution du remploi obligatoire devait avoir pour but, dans l'esprit de ses promoteurs, de garder autant que possible à chaque région dévastée, l'ensemble des forces d'activité ayant existé antérieurement à la dévastation. A cette règle, trop rigide, on ajouta une exception trop large. En laissant le choix entre deux communes très inégalement dévastées ou même d'importance très inégale, il était évident qu'on favorisait la reprise de la plus peuplée ou de la moins dévastée au détriment de l'autre, à conditions d'exploitations identiques.

La ville d'Amiens sera, dans l'avenir, largement bénéficiaire de cette disposition. Son industrie textile et métallurgique s'est considérablement développée depuis 1919, surtout au détriment d'Albert, et de la bonneterie du Santerre toute entière, située aujourd'hui dans un rayon de 20 kilomètres autour de cette ville.

Pour en revenir à la Reconstitution industrielle, celle-ci qui a bénéficié d'une impulsion énergique, grâce à l'office de Reconstitution Industrielle, organisme technique et administratif chargé de centraliser toutes les questions relatives aux dommages industriels, était presque complètement terminée dès 1922. Il faut reconnaître qu'en cette matière, la rapidité d'exécution était la principale condition du succès. Nombre de patrons réfugiés avaient pu, pendant la guerre, monter des ateliers dans la France non envahie; des ouvriers spécialistes étaient essaimés aux quatre coins du pays. Parmi les plus jeunes, beaucoup s'adaptaient à leur nouvelle existence. Si l'on eut

(1) Quelle doit donc être la préoccupation de la Chambre? Reconstituer le milieu local, permettre aux ouvriers de retrouver leur travail, aux habitants d'une même commune de se retrouver, de s'entraider au lendemain de l'épreuve. (M. Forgeot. Discussion de l'art. 4 de la loi. Séance du 24-12-1918).

tardé quelque peu, le retour de cette main-d'œuvre au pays d'origine eut rencontré des difficultés insurmontables.

Bien qu'il n'existe pas de statistique récente sur l'importance la reconstitution industrielle, on peut dire que sur 1.200 usines atteintes par les événements de guerre, représentant en chiffres ronds un dommage de 258 millions de valeur 1914, un millier sont actuellement en activité. Quant à la population ouvrière occupée dans ces usines, elle doit être légèrement inférieure à celle qui y travaillait en 1914, en raison du perfectionnement de l'outillage dans les ateliers reconstitués. De plus, comme nous l'avons exposé, les chiffres d'avant-guerre ne peuvent servir de base de comparaison exacte avec les chiffres actuels, du fait que dans les 46.765 ouvriers mentionnés dans le Bulletin de la Statistique Générale de la France, comme chiffre de la population industrielle du département en 1914, un nombre très appréciable ne tirait pas uniquement sa subsistance du travail à l'usine.

D'après les statistiques de l'Office de Reconstitution Industrielle, les usines de la Somme occupaient au 1^{er} Avril 1922, environ 20.000 ouvriers. Ce chiffre est certainement supérieur à 25.000 actuellement, et correspond à une production égale à celle d'avant-guerre.

RÉPARTITION ACTUELLE DE L'INDUSTRIE PICARDE

Amiens reste le gros centre de l'industrie du velours et des textiles. Son importance s'est encore accrue du fait de la réinstallation dans ses usines de nombreuses petites usines rurales détruites au cours de la guerre. L'industrie de la chaussure y est également très active.

Métallurgie. — Albert qui, avant la guerre, détenait presque le monopole de cette industrie dans le département de la Somme, a perdu un certain nombre d'ateliers au profit de Corbie et d'Amiens, villes moins dévastées. Néanmoins de grosses maisons y ont réinstallé des usines

importantes (ascenseurs, machines, outils, etc.), qui ne sont pas toutes encore en activité.

Textile. — Les tissages de jute de la vallée de la Nièvre, peu touchés par la guerre, sont actuellement en pleine marche.

La bonneterie est presque complètement remise en état; elle travaille à plein. Elle est localisée à Villers-Bretonneux, Corbie, Amiens et Rosières pour la bonneterie de laine et à Moreuil pour la bonneterie de coton.

Phosphates. — Quelques exploitations étaient totalement reconstituées dès 1923 et ont recommencé leur extraction.

Quant aux industries locales (distillerie, brasserie, minoterie et manufactures diverses), elles sont presque toutes reconstituées.

Briqueterie. — L'industrie des matériaux de construction n'a pas été négligée. Des briqueteries ont surgi un peu partout, les unes produisant la brique de meule, les autres cuisant au four. Leur activité s'est considérablement ralentie depuis 1923, en raison des difficultés financières qui ont entravé l'essor de la reconstruction.

Sucrierie. — Comme nous l'avons précédemment indiqué, la sucrierie constituait en 1914 une des industries les plus prospères du département. Complètement détruites, à l'exception de deux ou trois, ces usines sont à présent à peu près relevées leurs ruines. Mais sous une forme très différente de celle du 1914.

Un chiffre en donnera une idée. Au lieu des 47 sucreries qui existaient en 1912, il n'y a plus en 1924 que neuf fabriques en activité, auxquelles il faut, il est vrai, ajouter une dizaine de raperies annexes. Ces usines, outillées de la façon la plus moderne, ont une puissance de production au moins égale à celle des petites fabriques anciennes. Elles sont localisées dans deux régions bien distinctes, la région d'Abbeville et la région du Santerre.

Chacune des nouvelles sucreries groupe les dommages de guerre de plusieurs anciennes fabriques détruites. Les plus importantes de ces Centrales : Ham, Roye, St-Emilie, peuvent traiter de 1.000 à 1.500 tonnes de betteraves par jour.

Cette concentration, dont les avantages envisagés du seul point de vue production sont incontestables, n'a pas été sans apporter de profondes modifications dans les rapports entre fabricants et cultivateurs. En s'industrialisant la sucrerie a perdu le contact étroit qu'elle gardait avec les agriculteurs avant la guerre. Des intérêts jadis convergents, du fait que le capital social des anciennes sucreries était pour une bonne partie entre les mains des cultivateurs, sont devenus aujourd'hui opposés.

Cette situation ne paraît pas jusqu'à présent avoir nui au développement de la production. Les chiffres de la dernière campagne sucrière, la plus brillante qu'il y ait eu depuis longtemps, sont suffisamment éloquentes à cet égard.

Du 1^{er} septembre 1924 au 15 février 1925, les neuf fabriques en activité ont fourni 98.017.871 kg de sucre raffiné, soit sensiblement le 1/3 de la production totale française. Le rendement en sucre raffiné, par hectolitre de jus, a été de 9,87. La quotité du rendement, par degré de densité, de 1.75. Pendant la même période, le poids total des mélasses obtenues a été de 30.042.417 kg. En tenant compte des nouvelles Centrales en construction ou en projet, on peut dire que l'industrie sucrière picarde a largement retrouvé le rang qu'elle occupait avant la guerre dans l'activité nationale.

CHAPITRE V

La Reconstitution agricole

SECTION I

Les méthodes. — Les moyens financiers. — La production d'après guerre. — La répartition des cultures

En 1921, alors que la Reconstitution industrielle commençait à peine à prendre tournure et que la reconstruction des habitations était seulement esquissée, l'activité agricole avait presque déjà repris son importance d'avant guerre.

Ce résultat fait surtout honneur à la tenacité du paysan picard qui à aucun moment ne désespéra des ressources d'un sol qu'on pouvait à bon droit croire meurtri à jamais. Mais il témoigne également de l'impulsion vigoureuse donnée par services locaux de Reconstitution grâce au concours de certains organismes collectifs parmi lesquels la puissante Société des Agriculteurs de la Somme, qui groupe la plupart des exploitants, a droit à une mention spéciale. Dès 1918, sans perdre de temps on s'attela résolument à la tâche.

Cette collaboration étroite des sinistrés et des services publics permit de poursuivre simultanément le nivellement de la zone rouge, la construction des baraques pour le logement des habitants, l'abri du bétail et des récoltes, et la remise en exploitation des terres moins atteintes.

REMISE EN ÉTAT DU SOL

Nous avons vu que ce travail incombait à l'Etat. Il est juste de signaler l'aide précieux d'un organisme des Régions libérées exploité en régie directe, le service de la

Motoculture. C'est par ses soins qu'en moins de trois ans 52.000 hectares particulièrement bouleversés furent rendus à la culture.

L'AIDE FINANCIÈRE

Elle fut aussi complète dans le domaine de la Reconstitution agricole que le permettait le chiffre des crédits alloués au département.

Comme pour les dommages industriels, les agriculteurs furent admis au régime des avances (jusqu'à concurrence de 2.000 francs par hectare et du double de la perte subie concernant le bétail et les approvisionnements). De plus, le régime des fournitures en nature par l'Office de la Reconstitution Agricole et son intermédiaire la Société Tiers-Mandataire permit, dès le début, de procurer le matériel agricole, les semences, les engrais et le cheptel nécessaires à la mise en train partielle.

LA RÉCUPÉRATION DU CHEPTEL

En vertu des stipulations du Traité de Versailles (partie VIII, annexe IX), l'Allemagne devait fournir l'équivalent des réquisitions de bétail qu'elle avait faites dans les régions-occupées. Des Commissions mixtes fonctionnèrent de 1920 à 1922 pour le choix et la réception des troupeaux ainsi récupérés. Ce cheptel était envoyé par trains entiers sur les principaux centres de reconstitution agricole : Péronne, Chaulnes, Ham, Montdidier. La qualité de ces envois fut, du reste, très inégale. Les derniers arrivages de bovins, en particulier, donnèrent lieu à de vives réclamations de la part des destinataires.

Grâce à ces mesures et aux acquisitions faites par les sinistrés, soit en Flandre, soit en Normandie, on était arrivé aux effectifs suivants au 1^{er} janvier 1922 :

		EFFECTIFS	
		au 1 ^{er} Janvier 1914	au 1 ^{er} Janvier 1922
Espèce chevaline	Animaux au-dessous de 3 ans.	4.896	1.943
	Animaux de 3 ans et au-dessus.	30.543	19.830
Espèce mulassière (adultes et jeunes). . . .		165	1.400
Espèce asine (adultes et jeunes)		1.213	405
Espèce bovine	Taureaux	1.651	819
	Bœufs	4.155	385
	Vaches	39.410	19.549
	Elèves d'un an et au-dessus .	17.666	6.691
	Elèves de moins d'un an.	10.978	5.395
Espèce ovine	Béliers au-dessus d'un an	1.199	258
	Brebis au-dessus d'un an	67.249	28.037
	Moutons au-dessus d'un an	31.722	6.816
	Agneaux et Agnelles de moins d'un an	34.455	10.898
	Animaux { Verrats.	199	117
Espèce porcine	reproducteurs { Truies .	1.751	971
	Animaux à l'engrais de plus de 6 mois	4.754	3.195
	Porcs jeunes de moins de 6 mois.	12.068	6.249
Espèce caprine (adultes et jeunes).		3.404	1.422

On voit que, comme nombre, la reconstitution du cheptel, à l'exception des ovins, se poursuivait normalement. Depuis, bien qu'aucune statistique officielle n'ait été publiée, on est fondé à estimer l'importance du cheptel dans la région reconstitué à plus des 2/3 du chiffre d'avant-guerre.

Malheureusement, la constatation est moins rassurante au point de vue du choix des races et tous les efforts sont tentés pour favoriser l'élevage des chevaux belges ou ardennais, races vers lesquelles vont les préférences de la plupart des cultivateurs.

LES PREMIÈRES FAÇONS CULTURALES

Une fois nivelées par le service de remise en état du sol, les terres n'étaient pas encore prêtes à être semencées. Des travaux préalables de labourage, de hersage, étaient encore nécessaires. C'est cet ensemble de travaux désigné sous le nom de premières façons culturales qui fut remboursé aux cultivateurs suivant un barème classant les terres d'après le degré de dévastation du sol. Le montant des indemnités payés sur ce chapitre s'est élevé pour le département à 68 millions environ.

Enfin une indemnité spéciale dite de remise en état de productivité antérieure du sol a été également allouée, pour tenir compte des dépenses engagées pour la reconstitution des éléments physiques et chimiques correspondant à la fertilité antérieure.

RÉSULTATS STATISTIQUES

Rien ne peut mieux caractériser l'importance des résultats que les quelques chiffres suivants :

En 1921 la superficie des terres incultes par rapport à la surface totale est presque insignifiante 24.058 hectares sur 616.329 hectares. Ce chiffre est d'autant plus digne de remarque, que dès 1919 on avait envisagé le rachat par l'Etat d'une zone étendue des cantons d'Albert, Bray et Péronne, qu'on considérait comme trop bouleversée pour pouvoir jamais être remise en culture. Or cette zone rouge de 26.000 hectares est passée aujourd'hui à moins de 1.000 (1) et encore n'est-il pas du tout sûr qu'elle ne touche à zéro.

(1) Exactement 526 hectares sur les communes Grandcourt, Thiepval, Authuille et Frise.

Voici, du reste, les chiffres intéressant l'ensemble du département pendant les années 1920 à 1923, comparés avec ceux de 1913 :

1^o EMBLAVEMENTS

	Blé	Avoine	Betteraves		
			à sucre	distillerie	fourragères
	Hectares	Hectares	Hectares	Hectares	Hectares
1913....	130.002	120.476	37.832	378	17.925
1920....	86.897	95.014	11.793	269	14.812
1921....	98.991	101.020	12.445	299	14.910
1922....	101.890	105.228	13.788	797	15.273
1923....	112.828	111.922	15.888	685	15.710

2^o PRODUCTION EN QUINTAUX

	Blé	Avoine	Betteraves		
			à sucre	distillerie	fourragères
	Quintaux	Quintaux	Quintaux	Quintaux	Quintaux
1913....	3.016.046	3.951.612	9.760.656	338.030	8.066.250
1920....	1.781.388	2.660.392	2.948.250	80.700	5.628.560
1921....	2.474.775	1.313.260	2.302.325	56.810	3.727.500
1922....	2.098.934	3.051.612	3.447.000	247.070	6.872.850
1923....	2.538.630	3.749.387			

Ce qui frappe dès le premier coup d'œil dans ces tableaux, c'est le recul considérable de la culture betteravière. Diminution des emblavements et diminution du rendement. Cette double constatation était surtout apparente dans les premières années qui suivirent l'armistice.

C'est ainsi qu'en 1921, les 4 cantons entièrement remis en culture et qui, avant la guerre, constituaient le centre de la production betteravière, présentaient les superficies suivantes, comparées à celle de l'année 1914 :

Cantons	Blé		Avoine		Betteraves à sucre	
	1914	1921	1914	1921	1914	1921
Roye...	5.957	6.065	3.043	3.942	3.543	896
Nesle..	3.338	3.335	1.899	2.195	2.291	514
Ham ...	3.370	4.310	2.255	2.747	3.152	686
Roiscl.	4.756	4.650	2.901	3.106	2.888	143

Ce recul très net de la production betteravière avait pour causes tout d'abord l'extrême difficulté de recruter une main-d'œuvre à bon marché, alors que la reconstitution battait son plein. Il est peu de culture, en effet, qui nécessitent des façons saisonnières aussi nombreuses. Or, tandis qu'avant la guerre on pouvait recruter aisément dans la Flandre Belge, en particulier, de nombreux ouvriers agricoles, on ne pouvait plus y songer à un moment où les besoins énormes des chantiers d'entreprises drainaient tout le personnel disponible.

A cette raison impérieuse, il faut ajouter que la reconstitution des sucreries, autrefois si nombreuses dans le Santerre, n'a repris quelque essor qu'à partir de 1921.

Il est facile de voir, du reste, qu'à partir de cette date, les emblavements en betteraves à sucre n'ont cessé de suivre une progression croissante. Les brillants résultats de la dernière campagne sucrière sont suffisamment éloquents à cet égard.

LA CULTURE MARAÎCHÈRE

La culture maraîchère, très active dans les vallées, s'est très rapidement reconstituée. Le rendement exceptionnel de ces terres d'alluvions, au prix fort élevé, ont

incité les propriétaires, même dans les communes les plus dévastées, à en reprendre rapidement l'exploitation.

Cette culture maraîchère est, comme avant la guerre, localisée dans les hortillonnages d'Amiens (500 hectares), les marais d'Abbeville, Péronne et de Montdidier, culture morcelée à l'infini et très rémunératrice qui alimente en primeurs et en légumes frais tous les marchés de la région.

Le Remembrement agricole

SECTION II

Parmi les faits qui affectent les conditions du travail agricole, l'extrême division de la propriété foncière est l'un des moins contestables. La législation révolutionnaire, sur l'abrogation des droits d'aînesse et de masculinité (1) et l'application du partage égal, après avoir eu pour conséquence heureuse de favoriser la diffusion de la petite propriété et avoir rendu possible le défrichement des grands domaines seigneuriaux, a fini par dépasser son but.

« Par suite des partages successifs, la terre, surtout dans les fertiles plaines du Nord, n'a pas tardé à parvenir à un degré de morcellement nuisible à la bonne exploitation et incompatible avec les procédés de l'art agronomique moderne.

Le grand nombre de propriétaires, la grande division de la propriété entraînent comme conséquence inévitable dans ces pays de culture, le morcellement du sol. Il ne s'agit plus seulement du nombre des propriétaires, mais des nouveaux séparés, isolés, disséminés dont se compose chaque domaine. En principe, il serait fort utile à la culture que chaque domaine fut d'un seul tenant, ramassé ;

(1) Décrets des 15 mars 1790 et 8 avril 1791.

en fait il est fractionné, haché, découpé en parcelles. Le fait est fort ancien.... Lorsqu'on a construit les lignes de chemins de fer, les travaux d'expropriation ont permis de compter les parcelles traversées. Sur la ligne de Paris à la Belgique on en a rencontré 51 par kilomètre, d'une largeur moyenne de 19 mètres....

Les champs d'une même exploitation se trouvent donc, le plus souvent, disséminés. Cet effritement est la suite inévitable du développement de la propriété paysanne dans ce pays de culture.

Il arrive souvent qu'un petit propriétaire possède sa terre sous forme de cent parcelles éparpillées non seulement sur le territoire de sa commune mais encore sur les communes voisines ; au moment des partages, ces parcelles ne se distribuent pas toujours entre les héritiers par groupe d'égale valeur ; souvent on les divise matériellement une à une pour égaliser les chances. Poussé à cette extrémité, le morcellement est néfaste à la culture ; il est naturel qu'on cherche souvent à y remédier par la composition de lots d'égale valeur, par la réunion au cours des ventes de parcelles contigües et par des échanges de parcelles ; ces divers procédés répandent chaque jour leur action bienfaisante ; mais cette action même se trouve limitée par la nature des choses. » (1)

La dévastation amenée par la guerre a eu du moins à défaut d'autres conséquences heureuses celle de favoriser cette action. La disparition des bornages, et dans certains cas des matrices cadastrales, l'état du sol à peu près uniformément bouleversé, le départ définitif de nombreux propriétaires exploitants, tout concourait à faire table rase du passé et à faciliter un regroupement plus logique des cultures.

Demangeon, *op. cit.*, p. 346.

L'œuvre réalisée à cet égard dans le département de la Somme est assez instructive.

Voici sur les résultats obtenus quelques chiffres qui en caractérisent l'importance :

Nombre de communes remembrés. . . .	39	
Surface totale de ces communes	26.276	hectares.
Nombre des parcelles avant remembrement	60.809	—
Nombre des parcelles après remembrement	12.198	—
Surface moyenne d'une parcelle avant remembrement	35	ares.
Surface moyenne d'une parcelle après remembrement	1	hectare 74
Surface d'une propriété remembrée . . .	3	hectares 13
Nombre moyen des parcelles de cette propriété avant remembrement	8,97	
Nombre moyen des parcelles de cette propriété après remembrement	1,8	

(Les chiffres qui précèdent sont extraits du rapport préfectoral présenté au Conseil général de la Somme à la 1^{re} session de 1923).

En résumé la surface moyenne des pièces, qui était autrefois de 35 ares a passé aujourd'hui à 174 ares, et en échange de 8 ou 9 parcelles, chaque propriétaire en reçoit une ou deux.

Des chiffres précédents déductions s'imposent. Tout d'abord, que pour être entré dans le domaine des réalités, l'œuvre de remembrement est encore d'importance bien modeste par rapport aux 371 communes de la Somme touchés par les événements de guerre (1). Cette

(1) Néanmoins au 1^{er} janvier 1925 165 communes représentant une superficie de 120.000 hectares ont demandé le remembrement et au 1^{er} octobre 1924 77 communes d'une superficie de 54.000 hectares étaient remembrés ou en cours de remembrement sur les 8/10^e de leur surface.

réserve faite, il n'en reste pas moins que des enseignements très intéressants peuvent être tirés de cette expérience limitée.

Le premier point digne de remarque c'est l'acceptation presque unanime des décisions de la Commission communale. Sur les 15 communes où l'opération est définitive, tous les délais de réclamations étant expirés on ne trouve que 25 propriétaires sur 2.072 ayant introduit un recours devant la Commission départementale prévue par la loi comme juridiction d'appel (1). C'est la preuve que le particularisme quelque peu routinier qu'on pouvait redouter à bon droit, dans une innovation de cette nature, n'a pas résisté devant l'intérêt évident de la réforme.

Un autre point souligné dans l'exposé préfectoral, c'est la réfutation tirée des faits, de l'objection de principe faite à la réforme et d'après laquelle la disparition du morcellement tend à la constitution de grands domaines, inaccessibles aux bourses modestes, tandis qu'un intérêt social bien compris commande au contraire de favoriser l'accession du plus grand nombre à la propriété.

Ces objections pourraient avoir quelque valeur dans certaines régions de grands domaines, encore que même dans ce cas la tendance soit plutôt au morcellement qu'à la concentration.

Toutes les enquêtes agraires faites en France au cours du XIX^e siècle ont confirmé cette tendance, en dépit de la fameuse loi marxiste de la concentration qui en matière agricole s'est trouvée complètement infirmée par les faits. En tous cas ce n'est certainement pas dans la région du Nord, divisée à l'extrême que cette crainte serait sérieusement fondée.

(1) Sur les 11.000 propriétaires touchés par les opérations de remembrement 110 seulement (exactement 1 sur 100) ont contesté les résultats devant la Commission départementale. 42 communes sur 70 n'ont pas fait entendre une seule réclamation.

Les chiffres suivants seront suffisamment éloquentes à cet égard : Dans l'ensemble des communes remembrées la surface moyenne d'une parcelle est de 1 hectare 74 tandis que l'importance moyenne de la propriété remembrée est de 3 hectares 13. Or par suite de l'existence de quelques grosses pièces de 25 à 30 hectares, celles d'une contenance inférieure à 1 hectare 74 sont de beaucoup les plus nombreuses.

Il y a donc quelque exagération à agiter à l'occasion d'aussi modestes résultats le spectre de la reconstitution d'une féodalité et d'un prolétariat agraire. Ce chiffre de 1 hectare 74, très inférieur à la surface prévue par la loi Ribot sur la constitution du bien de famille ne peut sérieusement inquiéter ceux qui pronent, comme le meilleur régulateur social, l'accession de tous à la petite propriété.

Si maintenant, délaissant les objections de principe pour le domaine pratique, nous recherchons l'importance des économies réalisées dans l'exploitation des propriétés remembrées, nous en tirons des observations intéressantes :

La réunion de certaines parcelles parfois très éloignées les unes des autres a fait gagner dans certains cas de 20 à 25 0/0 sur le temps nécessaire par le labour. Pour les grandes exploitations, l'économie du personnel, chevaux et matériel nécessaires est parfois plus grande encore. C'est ainsi qu'une culture de 160 hectares regrouper en 25 parcelles distinctes, ce qui représente d'ailleurs une condensation très inférieure à celle à laquelle on arrive généralement pour une surface de cette importance employait :

	Avant remembrement	Après remembrement
Chevaux	24	18
Domestiques	8	6
Brabants	8	6

et diminution d'un quart des instruments divers, d'où économie de 6 chevaux et de 2 domestiques, ce qui en

évaluant à 15 francs par jour le salaire des valets de char-
rue et à 15 francs les frais quotidiens d'entretien et
d'amortissement par cheval donne par an 48.800 francs.
Le gain sur l'achat et l'entretien des instruments n'étant
pas inférieur à 2.500 francs on arrive ainsi à une ré-
duction des frais d'exploitation de 46.300 francs ou de
289 francs par hectare.

Enfin il est une considération à laquelle les proprié-
taires ne peuvent rester insensibles ; c'est la plus value
de rendement que les terres remembrées ne tardent pas
à prendre du fait d'une fertilité plus grande rendue possi-
ble par des façons culturales plus soignées.

Cette plus value de rendement se traduit, en définitive
par une augmentation du loyer de la terre ainsi que du
prix de vente.

Il va sans dire que si ces exemples sont trop récents
et trop peu nombreux pour qu'on puisse en tirer des
conclusions absolues, il n'en reste pas que ces premiers
résultats tendent à encourager tous ceux qui s'évadant
des routines traditionnelles, veulent faire de l'agriculture
française une force de production scientifiquement
organisée à laquelle se prête si merveilleusement son sol
si riche et varié et le labeur acharné de ses paysans.

CHAPITRE VI

La Reconstitution immobilière bâtie

Intérêt économique et social de la reconstitution des immeubles privés. — Etude du problème au triple point de vue a) des matériaux ; b) de la main-d'œuvre ; c) des crédits. — Les coopératives de reconstruction. — Les bâtiments publics. — Les plans d'extension et d'embellissement.

Dans les pages qui précèdent, après avoir montré l'importance de la production agricole et industrielle du département de la Somme au moment de la guerre, nous avons indiqué l'état de reconstitution où il se trouvait après 6 ans d'efforts.

Bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour que les dommages soient intégralement réparés, on peut considérer cette première étape comme pratiquement terminée.

Au contraire, avec le problème de la Reconstitution immobilière, nous pénétrons au cœur de la question de la Renaissance des régions sinistrées.

Pourquoi cette différence de traitement et comment se fait-il que ce stade de la Reconstitution n'ait suivi que de loin l'essor du premier.

Il y a surtout à cela une raison financière et qui réside tout entière sur la distinction faite en matière de paiement entre les acomptes et les avances.

La reconstitution économique proprement dite a été financée pendant longtemps au moyen du régime des avances, tandis que la reconstitution immobilière devait se contenter du régime des acomptes.

C'est-à-dire que toute l'industrie et la terre bénéficiaient d'un régime de faveur et que l'industriel ou l'exploitant agricole se voyait attribuer, avant la fixation définitive de sa créance des avances jusqu'à concurrence de 75 0/0 de l'estimation provisoire, le particulier, lui, dont le emploi n'intéressait pas spécialement la reprise économique de la région, devait attendre avant de toucher le premier acompte, la décision définitive de la Commission Cantonale ou du Tribunal des Dommages de Guerre lui conférant une créance sur l'Etat.

Autrement dit, l'industrie et l'agriculture ont joui d'un régime de faveur, amplement justifié par la nécessité de ranimer d'abord l'activité économique de ces régions. En fait, la Reconstitution immobilière n'a pris quelque extension qu'à partir de 1921. De là, le décalage dont les effets apparaissent au premier coup d'œil entre la reconstruction des immeubles particuliers et les installations agricoles et industrielles.

L'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE

D'UNE PROMPTE RECONSTITUTION IMMOBILIÈRE

Si nous nous étions tenu à la distinction énoncée ci-dessus entre la Reconstitution économique, d'une part, et la Reconstitution immobilière privée, d'autre part, cette dernière sortirait du cadre de notre programme.

Mais c'est là une opposition toute arbitraire, à tel point qu'on peut dire que si l'industrie et l'agriculture, après les résultats du début, manifestent une certaine langueur à reprendre leur importance passée, c'est uniquement à cause des difficultés où se débat la Reconstitution immobilière. A cette question est actuellement suspendu tout l'avenir de la région.

Enfin, l'intérêt économique n'est pas le seul élément de prospérité de la région. Il y a aussi une reconstitution morale qui est liée, étroitement, à la reconstruction immobilière.

La vérité est qu'on ne rentre plus aux pays dévastés ; tous ceux qui y avaient intérêt ou chez qui l'amour du sol natal l'emportait sur la crainte de l'inconfort ont réoccupé dès qu'ils l'ont pu, les caves et les abris de fortune semés parmi les ruines. Les commerçants, les propriétaires cultivant leur terre, ceux qui, n'ayant pas le choix du fonds à exploiter, avaient quelque espoir de récupérer leurs pertes, ont couru, sans grand risque, la chance d'un retour hâtif. Mais tous ceux qui y exerçaient des carrières libérales, ou qui y vivaient paisiblement de quelques modestes rentes, ou qui, petits artisans, se contentaient d'un gain réduit parce que les conditions d'existence leur permettaient une vie plus facile, n'ont aucune hâte, en l'état des difficultés présentes, de réintégrer une région désolée, dépourvue de toute commodité et où les indices de prix atteignent des ordonnées inconnues partout ailleurs.

A moins de participer de près ou de loin au commerce d'alimentation à l'entreprise de transport ou au bâtiment, aucune chance de pouvoir subsister dans une région où les conditions économiques ont été bouleversées par une incroyable inflation des salaires.

La région dévastée souffre cruellement de cet exil de toute une partie de sa population, la plus saine et la plus stable, chez qui les traditions locales étaient restées le plus vivace. Ses qualités d'expérience et de sens moral sont bien celles qui font le plus défaut dans son ensemble à la population mouvante et hétérogène qui lui a succédé depuis la guerre.

Cet aspect angoissant pour l'avenir des régions dévastées a été remarquablement mis en lumière dans un arti-

cle de M. J. Dessaint parue dans la *Revue de Paris* du 15 octobre 1922 :

« Les statistiques — disait-il — n'expriment pas l'impondérable. Quand elles accusent une population de 4.353.000 habitants (dans l'ensemble des 10 départements dévastés) elles oublient de se livrer aux discriminations que requiert le sociologue. Sur ce nombre combien d'autochtones chassés par l'invasion n'ont pas repris le chemin du retour, et ont été remplacés d'une part par des fonctionnaires, des commerçants et des travailleurs venus de tous les points du territoire, et d'autre part, par des mercantis, des mêtèques, des profiteurs et des indésirables qui dès l'armistice se sont rués sur la contrée comme sur un nouveau Klondike. Il faut prendre garde aussi que ces provinces en deçà comme au delà de la ligne de feu ont été foulées aux pieds depuis 1914 par des représentants de toutes les races, même asiatiques, et que cette promiscuité perpétuée par la nécessité d'un recours à la main-d'œuvre exotique, n'a pas laissé de produire de funestes effets sur lesquels il serait inutile d'insister. En maint endroit le fonds solide des traditions et des coutumes a été fortement entamé. Tous ceux qui ont connu et pratiqué ces régions dans l'avant-guerre n'y retournent jamais sans un serrement de cœur en constatant que les ruines morales ne le cèdent en rien, pour l'étendre, aux ruines matérielles. La physionomie des cités et des bourgs, l'assiette des familles, les idées et les sentiments anciens ont subi de graves modifications. »

Or le seul remède capable de conjurer ce mal et de susciter un intérêt de retour chez tous ceux que les interminables difficultés et les risques ont découragé jusqu'ici, c'est de faciliter la reconstruction de leur maison familiale.

Quels que soient les efforts considérables faits dans cette voie de la Reconstitution immobilière, ils ne semblent pas avoir été couronnés de résultats probants. Les

tâtonnements, les hésitations, les lenteurs se sont traduits non seulement par un sentiment de découragement parmi les sinistrés mais par un malaise général dans une bonne partie du pays. On a parlé couramment de faillite de l'œuvre, de Panama des régions dévastées. Ce sont là de bien grands mots. Les erreurs qui peuvent avoir compromis passagèrement l'essor de la Reconstitution sont dues uniquement à un manque de méthode et de coordination des efforts.

LES CONDITIONS D'UNE POLITIQUE RÉALISTE DE RECONSTRUCTION

Trois conditions sont nécessaires pour assurer la continuité dans le travail de reconstruction immobilière. L'argent, la main d'œuvre, les matériaux. Nous allons les examiner tour à tour dans l'ordre de difficulté où elles se sont posées dans le département de la Somme.

SECTION I

Les Matériaux

La région picarde est particulièrement pauvre en matériaux de construction. La pierre à bâtir y est presque inconnue ou de qualité très inférieure. Les bois, déjà rares avant la guerre dans ce pays de culture intensive ont disparu complètement. L'aspect des villages révélait jadis cette pénurie de ressources du sol. La brique, assez communes dans les cantons du Santerre, à cause de la proximité des terrains argileux faisait place, dans l'Amiénois, aux constructions de torchis. Ce mélange de chaux et de paille revêtait les murs de la plupart des petites maisons rurales au dessus d'un soubassement de briques et de pierres. C'était là un mode de construction économique mais peu résistant.

Les villes étaient bâties presque entièrement en briques. Seuls, quelques monuments ou quelques vieilles demeures pouvaient s'enorgueillir de la majesté de leurs pierres séculaires.

Au lendemain de l'armistice 40.000 immeubles étaient à rebâtir entièrement (1). Aussi, avec d'aussi faibles ressources locales n'est-il pas étonnant que les matériaux aient atteint, en peu de temps des cours vertigineux. Pour enrayer cette hausse, l'administration, d'accord avec les groupements de sinistrés entreprit une campagne en vue d'intensifier la fabrication sur place de la brique de meule, en même temps qu'un certain nombre de briqueteries à feu continu s'équipaient dans la région. Le nombre de ces dernières en état de marche dans la Somme s'élevait à 55 au 1^{er} avril 1928.

Depuis le ralentissement de la reconstruction survenue au cours de l'année dernière, la production de ces briqueteries est devenue largement suffisante pour les besoins régionaux.

SECTION II

La Main-d'œuvre

La pénurie d'ouvriers qualifiés. — La main-d'œuvre exotique et étrangère. — Le projet de participation de la main-d'œuvre allemande. — Situation actuelle

Au lendemain de la guerre, la crise de la main d'œuvre vint paralyser les premières tentatives du travail de Reconstitution. Les vides creusés par la guerre, la répulsion pour le séjour peu attrayant des régions dévas-

(1) Le bilan de la destruction des immeubles bâtis dans le département s'établit comme suit :

- 240 mairies.
- 367 écoles.
- 274 églises.
- 42 bureaux de postes et télégraphes.
- 9 hôpitaux.
- 431 autres édifices.

33.700 immeubles particuliers étaient totalement détruits.

Ne sont pas compris dans cette statistique les immeubles seulement endommagés et dont la réparation est aujourd'hui presque entièrement terminée.

tées, l'attrait des grandes villes de l'intérieur dont, avant la crise de 1922 les usines travaillaient à plein rendement en furent les principales causes.

Elle ne tarda pas à se traduire par une incroyable hausse des salaires qui draina bientôt vers les régions dévastées les travailleurs disponibles de toutes les parties du pays, puis appoint encore inférieur aux besoins, de véritables colonies d'ouvriers (belges, italiens, portugais, polonais) enfin dernier recours, la main d'œuvre exotique marocaine ou asiatique. On ne se rend pas toujours un compte exact des difficultés inouïes que cette ascension des salaires a suscitées dans les régions dévastées. Elle a constitué longtemps le principal obstacle à leur relèvement.

En particulier l'agriculture et l'industrie ont gravement souffert de la concurrence que leur firent les chantiers de la Reconstitution sous le rapport de la main d'œuvre. L'ouvrier spécialiste, dont l'apprentissage avait exigé de longues années gagnait moins que le moindre gâcheur de mortier.

L'agriculture, de son côté, rencontra pour la même raison de grandes difficultés pour recruter le personnel nécessaire à certaines façons saisonnières ; c'est ainsi que la culture de la betterave, qui trouvait avant la guerre un réservoir inépuisable chez les ouvriers agricoles de la Flandre belge, eut tant de peine à se remettre en marche.

Bien entendu, l'influence de ces gros salaires n'a pas manqué de réagir sur le niveau général du coût de la vie ; de sorte que dans ces régions déjà deshéritées, un fardeau supplémentaire vint s'ajouter encore aux mille désagréments du retour. Ce fut suffisant, dans bien des cas pour éloigner définitivement les indécis, les hésitants et ceux que ne tentent pas la lutte.

Quelque soit le nombre de ceux qu'attira l'appât des salaires élevés, il fut longtemps insuffisant pour répondre à un programme moyen de travaux. On évalue que dans la Somme en prenant pour base annuelle le chiffre de 400 millions de travaux, l'effectif de main d'œuvre nécessaire à leur exécution serait de 18.000 ouvriers spécialistes et de 8.000 manœuvres soit 26.000 ouvriers.

Ce n'est guère qu'au cours de l'année 1923 que ce chiffre fut atteint.

LE PROJET DE PARTICIPATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ALLEMANDE

C'est sous l'empire des inquiétudes causées par ce déficit de main-d'œuvre que fut examinée au cours de l'année 1921 la question d'une participation possible, sous certaines conditions, de la main-d'œuvre allemande.

Tant qu'on se cantonnait sur le terrain pratique, cette idée ne pouvait que rallier tous les suffrages. Malheureusement, elle ne tarda pas à gagner celui du sentiment, puis celui, plus brûlant encore, de l'agitation politique. L'histoire de cette tentative montre combien des objections éminemment respectables, mais secondaires, peuvent faire échec au véritable intérêt du pays.

Il s'agissait d'appliquer à un secteur celui de Chaulnes, placé dans les conditions géographiques les plus favorables, desservi à la fois par deux voies ferrées se coupant perpendiculairement (les lignes d'Amiens à Tergnier et de St-Just à Cambrai) et par une voie fluviale (le canal de la Somme), un plan de collaboration économique franco-allemand dressé par la C. G. T. et l'Union Syndicale des Techniciens de l'Industrie du Commerce et de l'Agriculture ou U. S. T. I. C. A. Ce plan prévoyait la constitution dans chaque commune d'une Société Civile de Reconstitution, à laquelle chaque sinistré adhérent délèguerait sur son titre définitif de créance les sommes nécessaires à la reconstruction qu'il demanderait.

Toutes les Sociétés Civiles Communales devaient être fédérées et soumises au Contrôle d'un Bureau fédéral ayant pour mission de surveiller les travaux, de régler les mémoires, en un mot, de défendre tous les intérêts individuels des sinistrés.

Les organisations allemandes étaient, dans ce projet, considérées uniquement comme agents d'exécution.

Après différentes objections et modifications de détail, le Ministre des Régions Libérées, à l'époque M. Loucheur, se rallia au principe du plan présenté sous la réserve d'une adhésion presque unanime des sinistrés des communes intéressées (au minimum 80 0/0).

Une première fois consultée par les promoteurs du projet, la population du secteur de Chaulnes y avait adhéré presque toute entière.

Mais entre temps des objections s'élevèrent. Le retour des ouvriers allemands n'allait-il pas susciter de graves inconvénients dans une région où le souvenir des 4 années de domination brutale était encore si récent. Sans doute les rapports entre travailleurs allemands et sinistrés seraient réduits au minimum ; mais il ne pouvait cependant pas être question de parquer ceux-là dans un camp de concentration avec interdiction d'en sortir, sauf aux heures de travail. A vrai dire, ces objections n'étaient pas irréfutables. L'extrême diversité des races dans toute la région envisagée et l'accoutumance qui en était résultée par les autochtones, à des mentalités et des coutumes si différentes des leurs propres, auraient facilité bien des choses. Le premier moment de surprise passé, il est à présumer que les paysans picards auraient montré aux ouvriers allemands, un visage un peu plus méprisant peut-être, mais aussi indifférent qu'aux journaliers polonais, kabyles ou portugais qui pullulaient dans les chantiers de la région.

Cependant, en raison de l'opposition croissante d'une partie restreinte, mais très agissante, de l'opinion, oppo-

sition qui ne tarda pas à trouver son écho, même au Parlement, une contre-enquête fut décidée par le Ministre.

Prise entre le désir d'une renaissance rapide et manœuvrée par les arguments de dignité nationale qui cachaient peut-être des mobiles moins désintéressés, la population, consultée sur l'opportunité de faire appel à la main-d'œuvre allemande, décida cette fois, par 51 0/0 des suffrages, qu'elle était opposée à la poursuite de cette expérience. C'est par ce vote peu concluant que se termina la tentative de collaboration franco-allemande qui, depuis, a fait bien du chemin sans que les circonstances, du fait surtout de la mauvaise volonté allemande, aient permis de la faire aboutir.

Toutefois, depuis l'échec du plan de l'U. S. T. I. C. A., une expérience a été tentée, qui confirme que les objections invoquées n'étaient nullement décisives.

En fait, depuis le début de 1923, un certain nombre d'ouvriers allemands travaillent dans les chantiers de la région de Montdidier, et il ne semble pas que leur présence ait donné lieu au moindre incident. Nous nous bornons, du reste, à reproduire les termes d'une enquête faite sur place et parue dans la *Journée Industrielle* du 15 septembre 1923 :

15 Septembre 1923.

« On sait que les Allemands travaillent à la reconstruction des immeubles détruits par faits de guerre dans la Somme. Ce département peut être considéré, à ce point de vue, comme le « laboratoire » des régions libérées ; lorsque, en effet, le Ministère des Régions Libérées a voulu expérimenter la main-d'œuvre allemande, c'est aux entreprises travaillant dans la Somme qu'il s'est adressé.

La *Société Parisienne d'Entreprise* a accepté de tenter cette expérience. Elle se fait dans deux régions de l'arrondissement de Montdidier : d'une part, à Courtemanche, à Fontaine-sous-Montdidier et à Grivillers ; d'autre part, à Andechy et Damery.

Cette société a reçu 80 Allemands, recrutés dans les pays rhénans, par un bureau installé à Trèves, après des enquêtes sérieuses sur la moralité et les sentiments des candidats. Mais depuis leur arrivée, au printemps dernier, 30 de ces Allemands sont repartis dans leur pays pour divers motifs invoqués par eux-mêmes. Les 50 qui restent sont répartis en deux groupes travaillant, les uns dans le secteur de Courtemanche, les autres dans le secteur d'Andechy. Ces Allemands sont tous des maçons, plâtriers ou carreleurs.

Ils travaillent à la tâche et gagnent de 35 à 40 francs par jour. Ils sont nourris par un cantinier installé par l'entreprise et logés dans un dortoir particulier.

Un minimum de salaire journalier de 17 francs leur est garanti par l'entreprise qui les emploie. Une somme de dix francs par homme et par jour est versée au cantinier qui nourrit les Allemands. Un prêt journalier de 3 fr. leur est versé à eux-mêmes. Une prime de 7 francs par jour est envoyée directement par l'entreprise au bureau de Trèves, qui la fait parvenir aux familles de chacun des ouvriers rhénans.

La différence entre le minimum de salaire et le gain réel des Allemands leur est versée personnellement à la fin de chaque quinzaine et le bureau de Trèves intervient encore pour surveiller l'emploi de cet argent par les intéressés qui seraient tentés de le gaspiller.

Ils n'ont guère d'occasion de le faire. Il leur est interdit, en effet, d'aller à Montdidier, ville la plus voisine. Ils ne sont autorisés qu'à aller en promenade dans les villages limitrophes de ceux dans lesquels ils travaillent. Leur distraction consiste à boire de la bière dans les débits et à se promener dans la campagne. Toutefois, de temps en temps, l'un ou l'autre des ouvriers allemands est autorisé, par exception, à se rendre à Montdidier pour y faire quelques achats. Dans ce cas, il est accompagné par un contremaître français.

Reste à apprécier, maintenant que l'expérience dure depuis six mois, l'emploi de ces Allemands au double point de vue technique et social.

Pour obtenir une appréciation impartiale, nous nous sommes adressés aux architectes de la reconstruction de Courtemanche. Tous deux sont d'anciens officiers français, peu suspects de complaisance pour les ouvriers allemands. Leur avis est nettement favorable.

Techniquement, les Allemands fournissent un travail excellent et rapide. Les sinistrés pour lesquels on les emploie, sont les premiers bénéficiaires de cette application au travail. En ce qui concerne les relations avec la population, pas un incident ne s'est produit. Les Allemands se montrent polis et réservés. Ils obéissent docilement aux ordres qui leur sont transmis par un ingénieur suisse de la S. P. E., parlant allemand, et sont très disciplinés.

Du reste, le bureau de Trèves a un inspecteur permanent en France. Cet inspecteur vient souvent visiter les ouvriers allemands de la région de Montdidier, accompagné d'un directeur de la main-d'œuvre étrangère au Ministère des Régions Libérées.

L'expérience a donné, en résumé, des résultats satisfaisants. — G. H.-L.

SITUATION ACTUELLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les difficultés de main-d'œuvre qui ont été longtemps aiguës ne présentent plus maintenant qu'une importance relative, en raison de la diminution considérable des crédits mis à la disposition des sinistrés depuis la fin de 1923.

Les chiffres suivants en donneront une idée.

Après avoir atteint au début de 1923 le chiffre de 26.577 ouvriers dont 14.267 français, l'effectif de la main-d'œuvre est tombé au 1^{er} janvier 1925 à 10.398 en diminution de près de 4.000 unités par rapport au 1^{er} janvier 1924.

Rien ne peut mieux caractériser l'état de langueur où est parvenue la reconstitution immobilière bâtie.

SECTION III

Les Crédits

L'évolution des modes de paiements. — Avances, paiements et prestations en nature. — Acomptes, conventions de paiements par annuités. — Conversions en rentes sur l'Etat Obligations décennales. — Les emprunts.

Les diverses difficultés de main-d'œuvre et de matériaux une fois conjurées, et c'est aujourd'hui chose faite, il en reste une à laquelle malheureusement il y a peu de remède et qui en dépit de tous les palliatifs devient chaque jour plus angoissante. C'est la question des paiements.

La France a dû avancer, pour le compte de l'Allemagne environ 75 milliards au titre des réparations ; or, un prélèvement d'une telle importance ne peut se faire impunément sur l'épargne d'une nation en pleine convalescence. D'autre part, on n'a pu recourir à l'impôt que dans une mesure relativement restreinte, eu égard à la situation extrêmement chargée de la Dette Publique démesurément accrue par la guerre.

Aussi a-t-on dû de bonne heure se préoccuper d'éviter les décaissements de numéraire qui présentaient un redoutable danger pour la Trésorerie, et d'échelonner les paiements à faire sur une certaine période.

Nous avons vu que dès le début, c'est dans cet ordre d'idées qu'on avait nettement distingué les paiements à faire suivant la destination des dépenses ; les travaux présentant un caractère d'urgence, pour la reconstitution économique du pays pouvant seuls donner lieu à des avances tandis que les autres opérations ne pouvaient donner lieu qu'à des acomptes, une fois le montant de la créance sur l'Etat définitivement arrêté.

Cette solution qui tendait à établir deux catégories de sinistrés dont une était privilégiée par rapport à l'autre

en raison de la nature de ses dommages disparut à peu près complètement dès que les dommages industriels ou agricoles eurent été fixé devant la Commission cantonale pour faire place au régime normal, celui des acomptes.

Mais celui-ci dont le mécanisme consistait à opérer les remboursements au fur et à mesure de la justification des dépenses, ne fonctionna jamais qu'à l'état théorique, car il était lié au respect par l'Allemagne des engagements que cette nation avait souscrits.

Or, comme pratiquement, en dehors des prestations en nature, aucun versement ne fut fait au titre des réparations, il s'en suivit que la Trésorerie française se trouva bientôt dans l'impossibilité matérielle de trouver les ressources nécessaires pour faire face aux paiements et qu'on dut imaginer quelques combinaisons ingénieuses pour reporter sur une période étendue les règlements immédiatement exigibles.

CONVENTIONS DE PAIEMENTS PAR ANNUITÉS

Ce mode de règlement fut mis en vigueur par la loi de finances du 31 juillet 1920. Il concerne les sinistrés ou groupements de sinistrés dont les pertes subies sont égales ou supérieures à un million de francs à qui il laisse la faculté d'accepter un paiement échelonné par annuités en nombre égal au moins à quinze et au plus à trente.

Au 28 février 1925, 79 sinistrés ou groupements de la Somme avaient passé des conventions par annuités pour un montant total de 365 millions 100.000 francs de dommages.

LES CONVERSIONS EN RENTES SUR L'ÉTAT

Une autre disposition tendant au même but, d'ajourner des paiements en numéraire en consolidant la dette de l'État a été prévue par la loi du 30 avril 1921. Cette loi laisse au sinistré qui renonce à la faculté de remploi le droit d'échanger des titres de créances contre des rentes

sur l'État. Ce droit a été étendu par la suite aux sinistrés pour dommages mobiliers frais supplémentaires compris, visés au § 4 de l'art. 13 de la loi du 17 avril 1919 (mobilier de l'habitation, meubles meublants, literie, linge, objets personnels ou d'agrément dont la valeur d'avant guerre ne dépassait pas 3.000 francs). Toutefois l'indemnité mobilière ainsi convertie en rente est soumise à un abattement de 15 % (1).

Jusque-là les modes de paiement sous une autre forme que le numéraire étaient en quelque sorte laissés à l'option du sinistré. Il n'en est plus de même depuis 1923.

Toujours dans le même but d'alléger les charges de la trésorerie, le Ministre des Finances a été autorisé à émettre jusqu'à concurrence de 3.250 millions, des obligations décennales portant intérêt à 5 % et servant à effectuer le règlement de tous acomptes autres que ceux correspondant à des travaux de reconstitution immobilière. C'est là assurément le plus gros accroc qu'ait reçu depuis son fonctionnement la loi des dommages de guerre. Aussi, ce nouveau mode de règlement a-t-il été accueilli, un peu partout dans les régions dévastées comme une violation de la loi du 17 avril 1919. Il consacre en effet une choquante inégalité de traitement entre les sinistrés industriels et agricoles qui touchèrent à guichet ouvert avances et acomptes en bonnes espèces sonnantes jusqu'en 1922, et les sinistrés d'aujourd'hui qui se trouvent nantis de titres d'une réalisation difficile et onéreuse.

La principale objection élevée par les sinistrés contre le paiement en obligations décennales vise le calcul de la valeur à leur attribuer en paiement des dommages de guerre.

La circulaire réglant l'application de la loi du 28 février 1923 stipulait que le Crédit National aurait à établir,

(1) Au 1^{er} mars 1925 le capital amorti en vertu de cette disposition s'élevait pour le département de la Somme à 78 millions 700.000 francs.

d'après les sommes à payer par remises d'obligations et en tenant compte du taux d'émission, le nombre et le montant des obligations décennales à émettre ainsi que la soulte à payer en espèces.

Or le taux d'émission des obligations en question est de 96.50, alors qu'elles ne sont négociables actuellement qu'au taux de 75 environ soit pour le sinistré une perte de plus de 20 %.

Une proposition de loi déposée par M. Crespel avait pour but de remédier à cette solution inadmissible :

« Les obligations décennales remises au sinistré en paiement de ses dommages de guerre ne sont imputées au débit de son compte que pour la valeur à laquelle elles sont cotées en Bourse au cours du jour où il les reçoit ».

Ce texte qui ne fait que refléter les revendications unanimes des sinistrés, n'a malheureusement jamais pu triompher de l'opposition qu'il a rencontrée de la part des ministres des finances qui se sont succédé depuis deux ans.

LES PAIEMENTS EN NATURE

Les paiements en nature ont été de deux sortes : Cessions faites aux sinistrés par les services des Régions Libérées et prestations en nature.

a) Les bons de cession.

Les bons de cession furent un moyen de paiement en nature dont le mécanisme était le suivant : Le sinistré à qui était délivré un bon en avance ou en acompte sur ses dommages de guerre avait le droit de prélever dans les magasins des services des Régions Libérées (Comptoir Central d'Achats ou Magasins Agricoles) des matériaux ou des marchandises jusqu'à concurrence du montant pour lequel ce bon avait été délivré.

Ces bons n'étaient pas convertibles en espèces ; mais spéculant sur la gêne de certains sinistrés, des agents d'affaires peu scrupuleux organisèrent en grand, le rachat

des bons de cession à 75, 70 et même 50 % de leur valeur nominale. Ce fut en 1922 dans toutes les grandes villes sinistrées une véritable bourse aux dommages de guerre.

L'opération se complétait de la façon suivante. Les acquéreurs de ces bons ou bien les revendaient avec un sérieux bénéfice ou bien rafflaient dans les magasins toutes les machines, automobiles, matériaux de construction, mobilier, qu'ils pouvaient trouver. Cette mise au pillage aboutit à une rapide liquidation de ces stocks. Le sinistré faisait tous les frais de cette opération. Mais les gains considérables que quelques aigrefins réalisèrent de cette manière contribuèrent pour beaucoup à donner aux régions dévastées la réputation de terre des scandales et de la gabegie qui fut exploitée à leurs dépens.

b) Les prestations en nature.

La politique des prestations en nature, dont le principe avait cependant été posé dans le traité de Versailles, ne semble pas avoir rencontré dès le début de bien zélés partisans (1). On se borna les premières années à exiger la restitution des biens de toutes sortes enlevés par l'Allemagne et identifiés sur son territoire ou sur celui des alliés. En outre, comme nous l'avons indiqué, on récupéra de 1920 à 1923 un assez grand nombre d'animaux en vue de reconstituer le cheptel des régions envahies. Mais ce n'est qu'en juillet 1922 que les accords de

(1) Il n'en reste pas moins que tout ce qui pourra nous être fourni sous forme autre que des espèces allègera d'autant notre trésorerie et contribuera à atténuer l'effort exigé par le paiement de l'intérêt des emprunts de l'État, du Crédit National ou des Groupements de sinistrés.

A ne considérer strictement que l'intérêt financier de la France et en faisant même abstraction totale de celui du débiteur, qui, après tout ne peut être indifférent au créancier, la politique des réparations « en nature » qui au moment de l'armistice n'avait pas été négligée comme elle le fut par la suite se présente donc comme une nécessité impérieuse.

KENÉ CASSIN.

Revue Domnages de Guerre 15 mai 1922.

Wiesbaden, longuement débattus, commencèrent à jouer. (1)

Dès que parut la circulaire ministérielle réglant la procédure à employer, un certain nombre de commandes furent passées par des sinistrés. Quelques-uns déjà avaient reçu satisfaction lorsque la dénonciation par l'Allemagne des accords de Wiesbaden, à la suite de l'occupation de la Ruhr vient tout remettre en question. En revanche un certain nombre de réquisitions faites en Rhénanie et portant essentiellement sur les bois de construction et d'industrie furent dirigées sur la Somme dans le courant de 1923 et mises à la disposition des Coopératives et des sinistrés.

En ce qui concerne le montant total des opérations faites en vertu des accords de Wiesbaden et du plan Dawes voici les chiffres officiels extraits du rapport préfectoral au 31 mars 1925.

Les prestations en nature imputées sur les dommages de guerre dans le département de la Somme, jusqu'au 31 mars 1925, se répartissent ainsi :

1^o Aux sinistrés isolés :

Matériel mobilier et divers. . .	1.800.000 fr.	} 13.999.320 fr.
Bois et Fers	7.811.120	
Sucre (aux fabricants de sucre)	4.388.200	

2^o Aux Coopératives :

Bois	2.095.329 fr.	} 2.924.636 fr.
Fers	556.857	
Matériaux divers	272.444	

Autant dire que la participation effective de l'Allemagne aux réparations en nature a été pratiquement nulle jusqu'ici si l'on compare les 17 millions imputés à ce

(1) Les accords Loucheur-Ratheneau furent conclus à Wiesbaden le 7 octobre 1921. Ils furent complétés par l'accord Gillet signé à Berlin en mars 1922. Ces accords constituaient un grand progrès sur la procédure antérieure, parce qu'ils faisaient échapper les négociations à l'intermédiaire obligatoire de la Commission des Réparations.

titre, aux 1.500 millions d'avance payés dans le même temps aux sinistrés du département (1).

LES EMPRUNTS

La loi de finances du 31 juillet 1920 prévoyait pour les sinistrés dont la créance sur l'Etat était supérieur à un million, un règlement par annuités en nombre égal au moins à quinze et au plus à trente. Ces annuités pouvaient, d'après la même loi, gager des emprunts que les sinistrés ou groupements de sinistrés avaient la faculté de contracter.

Dans la Somme, par la suite du développement tardif du mouvement coopératif, cette faculté fut assez rarement employée.

Une des premières, la ville d'Albert en usa dans des conditions favorables, et en 1923 le département de la Somme lança à son tour un emprunt de 125 millions pour suppléer à l'insuffisance des crédits de reconstruction. Malheureusement, outre les difficultés croissantes du placement, dans un marché sollicité de toutes parts, les frais de ces opérations retombent trop lourdement sur le sinistré. M. Lucien Hubert, qui en a fait une critique très serrée (2), ne les évalue pas à moins de 15 à 17 0/0.

La première tranche de l'emprunt départemental, lancée en 1923, a même dépassé ce taux déjà bien onéreux, les frais de toute nature en ont atteint 18 0/0 : (Montant des délégations souscrites, 103.359.000 francs; Produit de l'emprunt, 84.839.000 francs).

(1) Tel est le fait. Il suggère tout d'abord une double remarque.

D'une part, la France, qui, en 1922, avait droit au double de ce que devaient recevoir les Alliés a reçu 17 fois moins qu'eux; d'autre part, les accords de Wiesbaden, modifiés par ceux de Berlin, qui avaient fait naître tant d'espoirs, ont abouti, en 1922, à un échec presque total.

Discussion du budget de dépenses recouvrables de 1923.

DÉSIRÉ FERRY.

(2) Lucien Hubert. La Renaissance d'un département dévasté.

SITUATION ACTUELLE DES PAIEMENTS

Cette situation est des plus précaires. Depuis plusieurs mois, le paiement en obligations décennales constitue le seul mode de règlement. Les très faibles crédits en espèces restant encore disponibles sont affectés uniquement au remboursement de l'arriéré, travaux immobiliers seulement.

Les constructions nouvelles ne peuvent être alimentées que par l'une des deux manières suivantes : Avances du sinistré pour la totalité des travaux, avec perspective de remboursement dans un avenir indéfini (Il est à peine besoin d'en indiquer que ce cas est exceptionnel) ou bien obligation de consentir à un abatement qui s'élève à près du tiers de sa créance. Hors de ces deux solutions, le sinistré est réduit à une totale impuissance. Jamais la situation n'a été aussi tragique pour l'avenir des régions dévastées (1).

SECTION IV

Les Coopératives de Reconstruction

On tarda bien longtemps dans la Somme à reconnaître les bienfaits de la coopération. Tandis que dans certains départements de l'Est, la Meurthe-et-Moselle par exemple, le mouvement coopératif a réalisé dès ses débuts l'unanimité des adhésions, il a eu ici des origines plus modestes et une progression plus lente. Il avait à vaincre l'individualisme enraciné au cœur du paysan picard et sa méfiance instinctive des nouveautés.

Néanmoins, les exigences croissantes des entrepreneurs, et surtout l'attribution intermittente des crédits

(1) Depuis mars 1925, la situation déjà si tendue au point de vue des paiements, s'est encore aggravée. Les Obligations décennales et sexennales négociables, d'une réalisation déjà si difficile, ont fait place à une autre catégorie de titres, les obligations sexennales inaliénables données en paiement de justification de emploi. Si ce mode de règlement devait être maintenu, ce serait la paralysie complète de toute reconstruction.

incitèrent les sinistrés à se grouper dans les formes prévues par la loi du 15 août 1920 pour pouvoir traiter d'égal à égal avec des organismes plus puissants et à des prix plus avantageux.

Par ailleurs, la tutelle administrative et financière qui s'exerce par l'intermédiaire des services départementaux de Reconstitution sur la gestion de ces Sociétés et sur les marchés passés par elles, constituent une garantie supplémentaire de la défense des intérêts des sinistrés. Les coopératives de reconstruction prirent donc une extension assez rapide à partir de 1921. Fédérées en unions, disposant d'un budget alimenté par les subventions de l'Etat, elles tendent à s'opposer, par leur surface, par la compétence de leurs Conseils techniques aux abus de toutes sortes, où pendant les deux premières années de la Reconstitution, certains architectes et entrepreneurs, peu scrupuleux, purent se livrer sans risque contre une clientèle affaiblie par son isolement.

De son côté, l'Administration voit avec faveur le développement de l'esprit coopératif, car, pour la répartition des crédits annuels, elle a tout avantage à connaître les prévisions déjà ordonnées et centralisées par les Unions de Coopératives, plutôt que de se livrer à des évaluations approximatives qui risquent de ne cadrer que de loin avec les réalités.

Au 31 décembre 1924, on comptait dans le département de la Somme 370 Coopératives approuvées, dont 30 pour les arrondissements d'Amiens et de Doullens, 123 pour Montdidier et 217 pour Péronne.

Toutes ces Sociétés sont affiliées aux 3 Unions de Coopératives créées conformément aux dispositions de la loi du 15 août 1920, complétée par celle du 12 juillet 1921.

Ces Coopératives groupent 15.436 adhérents et le montant des intérêts engagés atteint 354 milliards de

dommages de guerre, valeur 1914, environ 12 0/0 du montant total des dommages (1).

Les sommes mandatées aux Sociétés Coopératives pour l'exécution de leurs travaux, s'élèvent au 31 janvier 1923 à 890.850.000 francs.

SECTION V

L'Œuvre restant à accomplir

Les habitations, les bâtiments publics, les plans d'extension et d'embellissement

Rien ne peut mieux caractériser l'étendue du travail restant à accomplir pour achever la Reconstitution immobilière que la statistique suivante arrêtée au 1^{er} janvier 1925 par les Services des Régions libérées :

Immeubles à réparer à l'armistice	Terminés	En cours	Reste
Habitations. . . . 33.376	26.068	5.265	2.043
Bâtiments agricoles. 16.897	9.617	3.831	3.444
Edifices publics . . . 936	476	251	209
Immeubles à rebâtir à l'armistice			
Habitations. . . . 36.212	8.514	6.779	20.919
Bâtiments agricoles. 32.807	9.185	4.667	19.955
Edifices publics . . . 1.368	96	122	1.150

Au total, sur 70.387 immeubles à rebâtir, 17.795 sont terminés, 11.568 en cours de construction et 42.024 ne sont pas encore commencés. On peut donc dire que, compte tenu des immeubles qui ne seront jamais rebâties, la reconstruction immobilière n'a même pas atteint la moitié de sa réalisation définitive.

(1) Les 215.890 demandes déposées par les sinistrés devant les Commissions cantonales de la Somme, représentent 3.152.213.034 francs en perte subie, et 9.583.932.712 en indemnités totales.

LES BATIMENTS PUBLICS

En 1914, la région dévastée, y compris la ville d'Amiens, comprenait :

582 écoles primaires.

381 mairies.

393 églises.

Après la guerre 556 écoles.

337 mairies.

274 églises.

206 édifices divers étaient inutilisables.

Sur ce nombre 274 églises.

367 écoles.

240 mairies.

42 bureaux de postes.

9 hôpitaux, étaient entièrement détruits.

Au 1^{er} avril 1922, les 556 écoles fonctionnaient de nouveau, groupant (1) une population enfantine de 21.051 élèves.

211 mairies provisoires en bois avaient été construites et 245 églises provisoires avaient été aménagées.

LES ECOLES

La reprise de la vie locale, très sensible depuis 1922, a attiré l'attention sur l'urgence de la reconstitution définitive de certains batiments publics. Les écoles, en particulier installées dans des baraquements de fortune risquaient à la longue de devenir un danger pour la santé de la population scolaire.

Les projets de reconstruction de ces établissements étaient soumis à l'approbation d'un certain nombre de Commissions, organismes prévus par la loi du 17 avril 1919 : Comités départementaux de l'Hygiène, des bâtiments civils et de l'enseignement primaire.

(1) A cette date, il y avait 20 écoles achevées et 106 en cours de reconstruction.

Toutes ces formalités sont considérablement simplifiées depuis la circulaire du 3 janvier 1922, dispensant les projet de reconstruction d'écoles de l'approbation ministérielle; néanmoins, au 31 décembre 1924, on comptait 221 projets approuvés par le Conseil spécial sur 298 écoles à reconstruire.

EDIFICES CULTUELS

La plupart des communes ont délégué leurs dommages afférents aux églises à la coopérative diocésaine approuvée en 1921.

Les travaux entrepris ont surtout eu pour but la restauration et la consolidation des églises endommagées. Quelques petits édifices ont été également reconstruits. Mais les gros dommages restent toujours en suspens. Du reste, presque partout, l'exercice du culte est régulièrement assuré dans les églises provisoires. Au 31 décembre 1924, 30 églises représentant un montant de 10.890.000 frs étaient en adjudication, 3 étaient terminées et 87 en cours de reconstruction.

LES AUTRES ÉDIFICES PUBLICS

En ce qui concerne les mairies, la question est liée à la reconstruction des écoles, avec lesquelles elles forment un bâtiment commun dans la plupart des communes rurales.

Quant aux communes plus importantes, leurs projets, ainsi que les projets de reconstruction des bâtiments départementaux (tribunaux de 1^{re} instance, gendarmeries, sous-préfecture) ou municipaux (bureaux de postes, etc.), elles se heurtent à l'impossibilité d'obtenir des crédits. Comme d'autre part, malgré la faculté qui leur en est laissée, les communes ne sauraient, dans les circonstances actuelles, faire appel au crédit public, il est tout à fait impossible de prévoir la reconstitution de cette catégorie de dommage.

LES PLANS D'EXTENSION ET D'EMBELLEMENT

La loi sur les plans d'extension, d'embellissement et d'aménagement des villes était déjà à l'ordre du jour avant la guerre. On comprit, dès qu'on entrevit la portée immense des reconstructions à opérer, et que son terrain d'application le plus urgent se trouvait dans les communes dévastées.

Comme le disait M. Eymond, rapporteur de la loi du 14 mars 1919, « il serait impardonnable de ne pas profiter des événements qui ont anéanti le passé pour élever sur les ruines de nos villes détruites des cités plus belles, plus saines, plus gaies qui seront comme autant d'exemples vivants de la force productive de la France »,

En effet, l'occasion était belle, de faire une application en grand des principes d'urbanisme, de profiter des expériences européennes pour faire bénéficier nos villes dévastées de plans mieux conçus et mieux adaptés aux besoins de la vie moderne.

C'est dans cet esprit qu'on étendit à toutes les communes ravagées l'obligation prévue par la loi du 14 mars 1919, pour les seules communes de plus de 20.000 habitants, de faire établir, dans un délai réduit, le plan général d'alignement et de nivellement des parties à reconstruire prévu par la loi du 5 avril 1884, accompagné d'une étude sommaire du projet d'aménagement, d'embellissement et d'extension.

Bien peu de municipalités étaient préparées à cette nouvelle tâche. Tout le travail préalable d'enquêtes, de recherches, de réunion de toutes les pièces nécessaires, déjà long et délicat dans une commune dont les services avaient un fonctionnement normal, devient presque insurmontable dans une agglomération dévastée par l'ennemi, où les archives sont détruites, dont le plan cadastral a disparu. Presque partout on a sacrifié le désir de faire bien à la nécessité de faire vite. Aussi n'est-il pas éton-

nant que la plupart des plans dressés au lendemain de l'armistice, qui prévoyaient toutes les améliorations requises, aient été successivement abandonnées, pour aboutir à un plan plus modeste d'alignement, seul compatible avec les ressources financières.

De plus, tout le travail préparatoire d'études, les longues formalités d'homologation des projet, menaçaient de retarder indéfiniment la restauration des localités intéressées. On a dû, pour aboutir, délivrer des autorisations individuelles de bâtir, sans que l'Administration dispose d'aucune sanction si les constructions nouvelles ne réalisent pas les meilleures conditions d'hygiène et d'esthétique. En fait, à part de très rares exceptions, élargissement de rues, alignements, villes et bourgades ont été reconstruits sur leurs anciens tracés avant même que les plans définitifs aient été adoptés.

Au 1^{er} avril 1925, sur 336 communes tenues de présenter un plan d'alignement, 135 seulement avaient pu le faire définitivement approuver.

CHAPITRE VII

Les Services Publics

*Les voies ferrées. — Les routes. — Les canaux
L'alimentation en eau. — L'électrification*

L'établissement rapide des chemins de fer était à la base de tout effort de reconstruction. On ne pouvait guère imaginer voir renaître la vie et l'activité dans une région dépourvue de chemins de fer pour amener les matériaux, de routes pour les transporter à pied d'œuvre, d'alimentation en eau pour assurer les premiers besoins domestiques et industriels des populations réintégrées.

Aussi dès avant la fin de l'armistice on s'efforça de rétablir progressivement les voies de communications et les différents travaux que la guerre avait anéantis.

Au premier rang étaient les chemins de fer.

LE RÉSEAU FERRÉ

Sur les 920 kilomètres d'intérêt général ou local exploités en 1914 dans le département de la Somme, environ 320 étaient complètement détruits ou absolument inutilisables. De ce nombre étaient :

La ligne de Paris à Lille de Corbie à Miraumont.

La ligne d'Amiens à Tergnier de Rosières à Ham.

La ligne d'Amiens à Ormoy de Boyes à Montdidier et la ligne de Saint-Just à Cambrai de Montdidier à Epehy.

De plus, les tronçons de ces lignes sur lesquels on avait pu maintenir une exploitation de fortune étaient très endommagés par les bombardements terrestres et aériens auxquels ils avaient été soumis de façon incessante de 1916 à 1918 ainsi que par l'usure résultant de

l'usage intensif et du défaut d'entretien des voies ferrées et du matériel roulant.

En moins de trois ans la Compagnie du Chemin de fer du Nord pendant la période de guerre a rétabli un trafic normal sur toute l'étendue de son réseau, au prix d'un effort considérable. Cependant dans la zone dévastée tout avait été à refaire, non seulement les ouvrages d'art, les bâtiments des gares, les dépôts, les ateliers dont il ne restait pas pierre sur pierre, mais même la voie courante, pilonnée par les explosifs et systématiquement détruite sur des dizaines de kilomètres au moyen d'une suite de charrie imaginée à cet effet par les Allemands quand ceux-ci furent contraint à la retraite (1), ou minée par les galeries de sape des travaux de défense.

En dépit des longues opérations de déblaiement, de terrassement, de pose des voies toutes les sections détruites étaient en 1921 ouvertes à une exploitation normale, permettant d'assurer les transports considérables nécessités par la réoccupation d'une région où tout était à refaire et qui par suite était condamnée pendant plusieurs années à rester importatrice de toutes denrées et matériaux. A l'heure actuelle, il ne reste plus qu'à achever quelques bâtiments dont la construction a été retardée par des négociations délicates avec les municipalités. En outre de ces travaux comme nous le verrons dans le chapitre consacré à ce sujet, la Compagnie a été amenée à résoudre un problème particulièrement difficile, celui du logement du personnel.

LES ROUTES

Il n'est pas besoin de rappeler devant quel chaos on se trouvait fin 1918 en matière de transports. Après les mois de bataille et l'abandon qui ont suivi l'avance, les routes, coupées de tranchées, défoncées par les lourds

(1) Cf. P.-L. Javary, L'effort du réseau du Nord, Lille, 1921.

convois d'artillerie étaient hors d'état d'assurer un trafic même réduit. Il fallut procéder à une réfection complète des chaussées de la zone dévastée dans le plus bref délai, en même temps qu'on devait assurer l'entretien des autres routes du département soumises à une usure intensive par suite du développement des charrois de matériaux par automobiles poids lourds. Le service des Ponts et Chaussées put assurer l'essentiel des réfections, malgré l'insuffisance des crédits. Le Préfet de la Somme dans son exposé au Conseil Général en avril 1922 évaluait à 5 à 6 années encore le délai nécessaire à l'achèvement de la remise en état du réseau routier.

Les lignes suivantes extraites du rapport présenté par l'Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à la 1^{re} session ordinaire de 1924 du Conseil Général prouvent que la question est toujours aussi grave qu'elle l'était en 1922 :

« Nous regrettons de nous trouver, une nouvelle fois, dans l'impossibilité de prévoir des crédits pour l'entretien exceptionnel des chemins de grande communication dégradés par les lourds transports nécessités par la Reconstitution de la région dévastée.

Alors que satisfaction a été donnée partiellement pour les chemins communaux (266.000 francs de subventions allouées à ce jour à 85 communes), aucune subvention n'a encore, malgré les multiples interventions du Conseil Général depuis trois ans, été mise par l'État à la disposition du Département, cette question ne devant, paraît-il, être réglée que lors du vote du budget spécial des dépenses recouvrables, pour 1924, jusqu'ici en suspens.

Nous ne pouvons cependant cacher les vives inquiétudes que nous cause l'état très précaire des chemins de la région intéressée. Après ce dernier hiver, encore plus humide que le précédent et au cours duquel l'activité des chantiers ne s'étant guère ralentie, la circulation des gros chargements est restée très intense sur des chaus-

sées détrempées, la résistance de celles-ci est aujourd'hui excessivement réduite. il y a là, pour ces chemins, un très grave péril que nous considérons de notre devoir de signaler une fois de plus au Conseil Général ».

Par contre, la reconstitution des ouvrages d'art depuis 1923 est presque complètement achevée. Sur un total de 396 ouvrages détruits il ne restait au 1^{er} janvier 1923 que 59 ouvrages à reconstruire d'une portée supérieure à 3 mètres et 18 de portée inférieure à 3 mètres. La majeure partie de ces ouvrages étant du reste en reconstruction.

LE RÉSEAU FLUVIAL

Dès la fin de 1922 la remise en état du Canal de la Somme était presque complètement terminée. A cette date il ne restait plus à reconstruire que deux maisons éclusières, aujourd'hui achevées. Le trafic en 1921, première année d'exploitation, avait été de 188.000 tonnes, chiffre très faible si l'on considère que ce canal desservait une région alors en pleine reconstitution, aux besoins énormes en matériaux et matières pondéreuses (1).

Pendant l'année 1922, le trafic s'est très sensiblement relevé. Il a atteint 516.666 tonnes. Il ne restait plus à la fin de 1923 que quelques dragages complémentaires à effectuer et quelques travaux de perfectionnement (2).

L'importance de cette voie d'eau est du reste maintenant tout à fait secondaire et ne répond plus à la conception qui avait présidé à sa construction. Construit en effet de 1738 à 1827, le but du canal de la Somme était alors de relier par une communication directe, par l'Oise et le canal Crozat l'agglomération parisienne avec les ports de la Manche. L'ensablement continue de l'estuaire, en con-

(1) Statistique de la Direction départementale des Ponts-et-Chaussées.

(2) Rapport au Conseil Général de la Somme, 2^e session de 1923.

damnant cette issue, a réduit cette voie fluviale à un rôle purement local, ainsi qu'en témoignent les chiffres cités plus haut.

LE CANAL DU NORD

Toute autre était l'importance du Canal du Nord en construction depuis 1907, voie de transit créée, pour relier, par une voie directe le bassin houiller du Pas-de-Calais avec le bassin de l'Oise vers Noyon.

En décongestionnant le Canal Crozat, ce tracé avait en outre l'avantage de diminuer sensiblement le fret de la houille entre Lens et Paris. Les travaux en étaient fort poussés en 1914. Malheureusement de 1917 à 1918 cette tranchée très profonde servit presque sur tout son cours de point d'appui à la ligne de défense Hindenbourg et fut soumise à un bouleversement complet.

La remise en état et l'achèvement du canal nécessiterait des travaux et des crédits considérables. Les premiers marchés relatifs à la reprise de ces travaux ont été conclus en 1923. Ils semblent avoir été poussés avec très peu d'activité jusqu'ici.

L'ELECTRIFICATION

En application des plans généraux de distribution d'énergie électrique arrêtés par le Ministère des Travaux Publics, le département de la Somme doit être, dans l'avenir, alimenté par une série de canalisation à haute tension comportant essentiellement :

1^o Une ligne de 90.000 volts de Boulogne à Abbeville.

2^o Deux lignes à 45.000 volts.

a) Arras, Amiens, Abbeville et embranchement sur Doullens ;

b) St-Quentin, Roisel et Chaulnes.

3^o Des lignes à 15.000 volts partant de transformateurs sur les lignes précédentes et rayonnant vers tous les centres de quelque importance, avec transformateurs destinés à abaisser le voltage aux taux utilisables par les communes, les coopératives agricoles, les industries, etc.

Le département a été divisé en deux secteurs concédés l'une à la Société Electrique du Nord-Ouest, l'autre à la C^e Electrique du Nord.

Ces sociétés doivent obtenir chacune dans leur secteur la concession de la distribution du courant à haute tension aux services publics. C'est donc avec elles qu'ont à traiter les communes, soit directement par voie de concession individuelle, soit par la voie des coopératives.

La forme coopérative est du reste, pour les petites communes le seul moyen d'accéder à l'électrification.

En se groupant, elles peuvent bénéficier de conditions de prix d'achat du courant à meilleur compte, en même temps qu'elles peuvent plus facilement trouver les ressources financières nécessaires à l'opération (subventions de l'Etat, emprunt à faible intérêt, etc.) C'est ce qui explique le nombre relativement important des groupements coopératifs qui se sont constitués depuis deux ans.

Voici, au mois de mai 1924, la situation du département au point de vue de l'électrification :

« 149 communes, comportant une population de 103.468 habitants, sont déjà électrifiées (et 151 communes avec 217.720 habitants, si on comprend Amiens et Abbeville).

31 communes sont actuellement en voie d'électrification avec 19.368 habitants.

Enfin, 214 communes, avec 74.735 habitants, sont entrées dans les groupements en vue d'aboutir à leur électrification.

Parmi ces groupements, certains sont en voie d'aboutissement rapide, la majeure partie des fonds étant déjà réunie.

Donc, au total, la question d'électrification est résolue ou près de l'être dans 446 communes, avec 311.823 habitants. Mais le département, comportant 837 communes, avec une population de 452.624 habitants, le problème reste donc posé pour 391 communes et 140.801 habitants.

Sur ces 391 communes qui restent à électrifier, un certain nombre seront, en raison de leur situation géographique, facilement électrifiables par les Sociétés concessionnaires, sans avoir vraisemblablement à subir d'obligations spéciales. Il en est ainsi pour la vallée industrielle de la Nièvre, le groupe de St-Valery et pour quelques autres agglomérations placées sur le passage des lignes à haute tension existantes.

En résumé, on peut évaluer à 350 environ, avec une population de 112.000 habitants, celles pour lesquelles le problème sera plus difficile à résoudre, en raison de leur peu d'importance, de leur dissémination, et comme conséquence de l'importance des capitaux à engager pour un médiocre rendement ». (1).

Par ce qui précède, on peut voir que la réalisation du programme d'électrification est en bonne voie, tout au moins au point de vue technique.

Par contre, la discussion des concessions entre les Compagnies distributives du courant et les Communes a donné lieu à toutes sortes de difficultés qui ont ralenti la conclusion des marchés.

Il eut été désirable qu'une entente intervint entre l'Etat et les Compagnies, sur les clauses et conditions du cahier des charges devant régler les concessions qu'elles sollicitent, ainsi que sur les formules qui doivent servir de base à la tarification de l'énergie électrique.

L'incertitude qui règne sur les prix de revient futurs a entravé sérieusement l'extension des réseaux et par suite gêné considérablement les exploitations industrielles qui comptaient sur une électrification beaucoup plus rapide (2).

(1) Conseil général 1^{re} session ordinaire de 1924, Procès-verbaux des séances.

(2) Conseil général 1^{re} session ordinaire de 1924, Procès-verbaux des séances.

LES ADDUCTIONS D'EAU (1) ,

La question de l'alimentation en eau s'est posée dès le retour aux régions dévastées. Elle était particulièrement aiguë dans la plaine du Santerre, plateau calcaire assez déshérité à ce point de vue. Il n'est pas rare que les puits y atteignent des profondeurs de 70 à 80 mètres et même davantage.

Or, un grand nombre de ces puits, souillés ou comblés par les bombardements, étaient inutilisables. La situation fut critique au cours de l'été torride de 1921, où tout une partie du Santerre fut menacé de manquer complètement d'eau.

Les puits, malgré des approfondissements difficilement réalisés, furent d'un débit insuffisant, et l'on dut même ravitailler certains villages ou exploitations isolées par navettes de wagons-citernes sur voie de 0^m60.

Pour remédier à cette situation précaire, le Service des Ponts-et-Chaussées a réalisé, en 1922 et 1923, 3 secteurs de distribution d'eau, alimentés chacun par un forage unique, avec usine élévatoire, et desservant chacun un certain nombre de communes.

Les 3 secteurs mis en service sont ceux de Caix, de Béthencourt et de Guerbigny. Ils ont été subventionnés jusqu'à concurrence de 90 0/0 par le Ministre de l'Agriculture sur les fonds du Pari Mutuel. D'autres projets sont à l'étude pour alimenter toute la région située entre les vallées de l'Avre et de la Somme. C'est là une amélioration intéressante pour cette contrée où l'agriculture est actuellement en pleine reprise.

(1) Les régions dévastées du département comptaient à l'armistice 19.500 puits, sur lesquels 15.000 étaient à remettre en état et 2.668 complètement détruits.

CHAPITRE VIII

Les Cessions de Dommages

Une étude sur la reconstitution ne serait pas complète si, après avoir donné une idée de l'étendue respective des domaines de reconstitution agricole, industrielle, immobilière, on passait sous silence les abus qui se sont perpétrés sous le couvert de la loi et dont les deux principaux l'exportation des dommages de guerre et le trafic des bons de cession, ont eu des effets également déplora- bles, en compromettant gravement les intérêts des régions les plus dévastées et en jetant le discrédit injustifié sur une partie des sinistrés.

LE TRANSPORT DES DOMMAGES

Comment l'exercice du droit de cession de dommages de guerre qui n'est qu'une application des principes généraux du droit, a-t-il pu donner lieu aux abus si criants qu'on lui a reprochés.

Pour le comprendre il faut se reporter aux discussions de la loi du 17 avril 1919. Deux tendances s'étaient affrontées au cours de cette discussion ; d'une part la tendance individualiste qui réclamait la liberté absolue pour le sinistré quant au lieu de emploi du dommage, et d'autre part la tendance de ceux qui tout en reconnaissant au sinistré le droit à la réparation intégrale de ses dommages, voulaient soumettre l'exercice de ce droit à quelques restrictions dans l'intérêt social et national d'une reconstitution rapide des régions dévastées.

Finalement entre partisans de la liberté absolue du emploi et tenants du emploi sur place obligatoire, une transaction intervint qui fut sanctionnée par la loi. Elle

laissait au sinistré le droit de remployer dans un rayon de 50 kilomètres du lieu du dommage (à condition que le lieu de emploi fut encore situé dans la zone dévastée). Par contre ce bénéfice du transport du dommage n'était pas acquit de plein droit par le cessionnaire qui restait subordonné à une « autorisation motivée du tribunal civil donnée en Chambre du Conseil après avis du ministère public » (art. 49 titre V de la loi du 17 avril 1919). »

Les abus qu'on a pu reprocher aux cessions de dommages viennent uniquement de l'interprétation donnée à ce texte. Celle-ci fut jusqu'en 1922 très large, les tribunaux submergés de demandes n'ayant pas le temps matériel d'en étudier le bien fondé.

En outre la zone dévastée avait été délimitée dans des conditions inconcevables. On assimilait, sans aucune discrimination des cantons complètement bouleversés par la guerre, à des agglomérations qui certes avaient eu à subir des dégâts mais dont l'aspect et l'activité étaient en somme intactes. Aussi le décret ministériel englobait sous la même rubrique de cités-martyres Laon, par exemple qui sortit presque intacte de la guerre, quand aux destructions immobilières et Albert où il ne restait pas pierre sur pierre, Compiègne aujourd'hui plus prospère qu'avant les hostilités et Chauny qui donnait au lendemain de l'Armistice le spectacle du plus effrayant chaos.

Si l'on avait procédé aux discriminations nécessaires, on n'aurait jamais dû admettre comme équivalent pour le relèvement du pays envisagé le emploi d'un dommage d'une localité anéantie à une localité presque intacte. On peut même imaginer au contraire, une sorte de prime jouant en sens inverse de celle à laquelle équivalait la faculté de transport de dommages, au profit de la localité la plus éprouvée.

Quoiqu'il en soit, ainsi qu'il était aisé de le prévoir devant la possibilité des plus values des immeubles

reconstruits dans les grands centres, les usines, les banques, les établissements hospitaliers, et surtout les particuliers se ruèrent à la curée des dommages, achetant dans la région dévastée des droits qu'ils remployaient dans la région intacte en agrandissements, extensions, embellissements de toute nature.

Dès qu'on se fut aperçu du danger menaçant le relèvement des zones les plus atteintes on avisa aux mesures propres à restreindre ce mouvement.

La loi du 18 juillet 1922 modifiant les articles 43 et 49 de la loi du 17 avril 1919 vint étendre les attributions du tribunal civil en matière de cessions de dommages.

Jusqu'à ce jour, le tribunal ne pouvait qu'homologuer ou refuser purement ou simplement l'autorisation de cession.

Il a maintenant la faculté, lorsqu'il estime qu'une cession est de nature à compromettre la reconstitution de la commune ou de la région après avis d'une commission spéciale.

Trois Commissions, ayant pour président le Secrétaire général à la Reconstitution, ont été constituées dans chacun des chefs-lieux d'arrondissements dévastés : Amiens, Montdidier et Péronne. Elles ont opposé un frein incontestable à l'exportation des dommages de guerre. Malheureusement, comme nous le verrons plus loin, l'action des tribunaux ne peut s'exercer qu'en cas de cession régulière, et il existe des moyens multiples d'éluder cette gênante formalité.

Pourtant, malgré les graves effets de cette mise au pillage des arrondissements dévastés, on a élevé parfois des critiques contre une mesure qui tend à limiter le droit du sinistré. On s'est demandé, par exemple, mais trop tardivement, si cette restriction trop radicale du droit de cession, ne risque pas de léser les intérêts légitimes de quelques petits sinistrés dont la situation particulière

notifierait une dérogation au principe, alors que les gros spéculateurs, déjà copieusement servis, n'ont plus rien à redouter de ses foudres tardives.

C'est l'opinion que M. Nicolay développait dans la « Revue des Dommages de Guerre » du 1^{er} juin 1923, au sujet des dispositions projetées dans l'article 12 de la loi portant fixation du budget des dépenses recouvrables.

« En fait, disait-il, toutes les cessions spéculatives ont été effectuées. Les brasseurs d'affaires, les spéculateurs professionnels n'ont pas attendu quatre années pour prendre parti, et ils ont tenu à profiter tout de suite de l'habileté de leurs manœuvres.

Les dispositions projetées auront donc pour résultat unique de préjudicier aux petits sinistrés. Il ne faut pas perdre de vue qu'il y a toute une catégorie de cessions qui sont utiles à l'intérêt général et qui ne procèdent d'aucune idée de spéculation. Nombreux, par exemple, sont les sinistrés qui n'ont pu, en raison d'un coefficient trop faible, reconstituer leurs immeubles d'avant-guerre et qui ont dû procéder au rachat de dommages ».

Les représentants des départements dévastés se sont, du reste, presque unanimement ralliés à cette manière de voir et à leur demande, l'article 12 qui tendait à supprimer presque totalement le droit de cession a été disjoint ainsi qu'un certain nombre d'autres articles (1).

Pour notre fait, nous ne croyons pas, en dépit des excellentes raisons données par M. Nicolay, qu'on doive redouter les effets d'une disposition trop draconienne.

L'intérêt général réside bien plus dans la nécessité de ramener l'activité dans des régions dépeuplées, que dans le désir de faciliter les petites opérations de quelques sinistrés malchanceux.

(1) Rapport préfectoral au Conseil général de la Somme, 1^{re} Session 1923.

Il faut, pour porter un jugement d'ensemble du droit de cession, considérer non pas les quelques espèces où il a pu avoir d'heureux effets, mais l'immense majorité des cas où il s'est révélé désastreux. Du reste, il est de notoriété publique que toutes les mesures prises pour enrayer l'exportation des dommages ont toujours présenté des fissures que les habiles ont su utiliser.

Pourra-t-on jamais interdire, par exemple, au propriétaire d'un dommage de reconstruire, avec promesse de vente, au gré de l'acheteur éventuel, dans la zone de remploi. Est-ce autre chose qu'une cession déguisée avec transport du dommage.

Il est encore un autre mode de cession largement pratiqué qui permet l'exportation des dommages. C'est l'apport en Société. Aucune formalité d'homologation n'est, en effet, exigée pour l'apport des dommages par le cédant dans une Société industrielle. Aucune obligation quant au lieu de remploi n'est exigée dans ce cas. Ce procédé, auquel les sinistrés semblaient généralement répugner, prend un développement de plus en plus considérable, depuis les nouvelles directives données aux tribunaux d'arrondissement, qui ont restreint considérablement les droits des cessionnaires.

Ces moyens sont manifestement conformes à la lettre de la loi, bien que contraires à son esprit. Il serait aisé d'en citer d'autres, plus ingénieux et moins licites.

LE COEFFICIENT 3,25

Un historique même rapide de la reconstitution immobilière dans la Somme ne serait pas exact, s'il passait sous silence une question que nous croyons particulière à ce département, celle du coefficient 3,25.

Pendant la période du 1^{er} février au 15 octobre 1921, ce coefficient de remploi fut appliqué, dans les circonstances suivantes :

M. Loucheur, alors ministre des Régions Libérées entreprit à cette époque d'enrayer la hausse du prix de reconstruction qui menaçait de devenir ruineuse pour le pays. Ce fut la seule tentative de quelque importance faite pour obtenir de l'Allemagne des prestations en nature. Mais elle avait suffi pour qu'on crut alors à une baisse prochaine et certaine du prix des matériaux.

En même temps qu'il s'efforçait d'amorcer cette politique, le Ministre donnait à ses services des instructions pour obtenir devant les commissions cantonales la réduction du taux du coefficient de emploi jusqu'aux environs de 3, 25, alors que le coût de reconstruction se maintenait à cette époque entre 5 et 5,50 des prix pratiqués en 1914. Le Préfet de la Somme ayant transmis de manière impérative, à ses agents administratifs, les instructions ministérielles, ceux-ci se montrèrent intraitables, et ne consentirent en aucun cas à dépasser le maximum de 3,25.

On sait que les accords de Wiesbaden sur la mise en application desquels on avait compté pour obtenir une baisse sensible du coût de reconstruction, ne donnèrent que des résultats minimes, l'Allemagne les ayant dénoncés dès l'occupation de la Ruhr.

Cependant environ 2500 sinistrés, petits sinistrés pour la plupart, ayant accepté à ce taux le règlement de leur créance, plutôt que de s'exposer aux lenteurs d'une juridiction d'appel, se trouvèrent dans l'impossibilité de reconstruire leurs immeubles et dès 1922 entamèrent une campagne pour obtenir la révision de leurs dossiers.

A la suite de cette agitation, le Ministre des Régions Libérées accepta de prendre en charge, sur les crédits de secours de son département, le paiement des subventions à accorder aux sinistrés, pour porter à 4 leur coefficient de reconstruction.

Une commission spéciale fut instituée par arrêté du 23 juin 1922 pour procéder à ce réajustement :

Sur 2500 demandes présentées, 1570 furent retenues et le total des subventions allouées s'éleva à 21.053.178 francs payables comme les indemnités légales sur justification de emploi sur immeubles bâtis.

Ainsi se termina cette affaire qui provoqua à l'époque une émotion considérable dans la région.

C'est un accroc assez sensible au principe de l'intangibilité de l'indemnité accordée. Mais c'est une mesure d'équité, résultant d'une circonstance spéciale. Une mesure analogue avait déjà été prise dans le département des Ardennes, en faveur des sinistrés propriétaires de maisons en torchis, mode de construction totalement abandonné aujourd'hui, auxquels on a dû allouer un coefficient spécial pour permettre la reconstruction en matériaux d'usage actuel. (Lucien Hubert, p. 151, op. cit.).

CHAPITRE IX

L'Initiative privée

I. — *L'aide étrangère. — Les adoptions*

Le mouvement de généreuse assistance qui, dès le lendemain de la guerre s'était formé tant en France qu'à l'étranger a donné dans la Somme des résultats dignes d'être soulignés.

En particulier, ce département qui fut en grande partie pendant la guerre le champ de bataille des armées britanniques et des Dominions a pu éprouver que malgré les divergences de vues entre les deux peuples par suite des difficultés d'après guerre, l'amical dévouement de la nation anglaise n'a pas fait défaut à son sol meurtri.

Il faut même proclamer, qu'à ce point de vue, nos voisins d'outre Manche ont montré à secourir les régions dévastées, un empressement que bien des grandes villes des régions intactes de France ont longtemps tardé à imiter.

Un grand nombre de villes de l'Empire britannique sous les auspices de l'Association France Grande-Bretagne et de la British League of Help ont adopté des localités ou des cantons picards. Il serait trop long de les énumérer mais il est bon de signaler quelques offres particulièrement généreuses.

C'est ainsi que la ville de Melbourne, en commémoration du sacrifice de la division australienne en avril 1918 devant Villers-Bretonneux a fait parvenir à cette com-

mune 29.947 livres soit environ 2 millions au cours du change de l'époque pour être affectées à la reconstruction du groupe scolaire et à la constitution d'une bibliothèque populaire.

Le montant des dons reçus d'Angleterre en espèces ou en nature dépassait 4 millions 600.000 francs au 1^{er} avril 1923.

L'Amérique, l'Argentine, la Suisse, l'Espagne, la Norvège ont fait parvenir également de nombreuses libéralités.

De leur côté les municipalités françaises ont contribué à cette œuvre d'assistance. La ville du Havre à elle seule a déjà envoyé dans la Somme pour plus de 860.000 francs en espèces et en nature. Le département de la Seine-Inférieure en adoptant Moreuil a fait parvenir à sa filleule un premier crédit de 525.000 francs.

A l'appel de l'union des grandes associations françaises pour l'essor national les départements de l'Eure, du Calvados, du Loiret, de l'Orne, d'Eure-et-Loir, de la Manche ont de leur côté voté des crédits dépassant 130.000 francs.

Tous ces dons, dont certains sont faits sous condition d'affectation particulières sont employés soit en œuvre d'assistance ou de reconstitution quand il s'agit de secours en nature, vêtements, semences, outils, arbres fruitiers, etc., soit à des dépenses d'intérêt public, crèches, adductions d'eau, construction de réseaux électriques, embellissements ou aménagements hygiéniques.

Le total des dons reçus ainsi de l'étranger pour le département s'élevait au 1^{er} janvier 1924 à 3 millions 252.104 francs en espèces, et en nature, approximativement à 3 millions 304.900 francs.

II. — *Les Cites jardins du Chemin de fer du Nord*

En regard des résultats obtenus sous le contrôle et avec la collaboration des pouvoirs publics, il est intéressant d'examiner ce qu'ont pu réaliser les Sociétés privées dégagées de toute entrave administrative.

Le travail de reconstitution du Réseau du Nord est, à cet égard, digne d'être souligné à plus d'un titre.

On sait dans quelle condition lamentable la guerre avait laissé l'ensemble des lignes du Nord. La portion envahie, sabotée méthodiquement, avec ce génie de la destruction où les Allemands sont passés maîtres, et la portion utilisable surmenée par l'effort épuisant d'une exploitation à bloc.

Refaire le système artériel de ce grand corps agonisant qu'était alors la Région libérée; lui insuffler par une circulation active, le sang nécessaire à sa convalescence, telle était la condition préalable de toute œuvre sérieuse de reconstruction.

Le Réseau du Nord n'y manqua pas, et, rien que pour le département qui nous intéresse, il a réalisé, depuis quatre ans, des améliorations qui assurent une exploitation d'un rendement égal à celui d'avant-guerre.

Nous laisserons de côté la partie purement technique des installations, et il nous suffira de signaler, dans le département de la Somme, la création de l'énorme triage de Longueau qui s'étend aujourd'hui sur plusieurs dizaines d'hectares avec son dépôt monstre, ses ateliers de réparations, ses magasins qui en font, à la bifurcation des lignes Paris-Calais, Paris-Lille et Amiens-Tergnier la véritable plaque tournante du Réseau, ainsi que l'extension des dépôts d'Amiens et du Monchel, conçus également suivant les derniers perfectionnements de l'art ferroviaire. De même nous signalerons, comme installations nouvelles,

les Ateliers du Matériel Roulant transférés à Roye depuis la guerre et qui y occupent plusieurs centaines d'ouvriers, ainsi que leur annexe, la Scierie d'Ailly-sur-Noye.

Mais l'œuvre la plus intéressante et la plus fertile en enseignements, est certainement celle des Cités jardins que la Compagnie, en moins de 2 années, a élevées sur tous les points importants du Réseau.

A la date du 1^{er} juillet 1923, plus de 12.000 logements sains, agréables et hygiéniques, répartis en 32 Cités de 50 à 1.200 logements, 80 Cités de moins de 50 logements, et une poussière de petits groupes de maisons ou de maisons isolées abritaient près de 40.000 habitants sur toute l'étendue du Réseau.

Voici, pour la Somme, quelles sont les Cités les plus importantes :

Longueau..	163 logements en bois	263 en dur.	Total	426	33 hect. de superficie
Roye	221	— 66	— —	287	24 —
Montdidier	47	— 107	— —	154	14 —
Amiens	91	— 46	— —	137	7 —
Ailly-s-Noye	10	— 60	— —	70	7 —
Chaulnes...	70	— »	— —	70	5 —

L'emplacement de toutes ces Cités a fait l'objet d'un choix judicieux, de nature à concilier les commodités du travail (proximité des ateliers ou des gares) avec le maximum d'avantages hygiéniques, voire même esthétiques. C'est ainsi que l'exposition, l'ensoleillement ont joué un rôle capital dans la détermination des plans. Un certain souci du pittoresque a présidé à l'aménagement des sites naturels. Certaines Cités, Montdidier, Ailly, bâties sur une colline ou adossées à un bois, étagent leurs gracieuses constructions en amphithéâtre. Disséminées le long des rues en courbe, ces maisons, aux modèles variés à l'infini, au milieu de plantations naissantes, contrastent étrange-

ment avec les constructions qui les entourent, entreprises au petit bonheur, sans idée directrice et où les bâtisses neuves s'encadrent des pierres moussues des ruines.

La construction de cités ouvrières dans une région où la propriété immobilière bâtie était réduite à néant répondait à une nécessité. L'ardente volonté de M. Dautry ingénieur en chef de l'Entretien, le grand animateur de cette œuvre en fit la plus colossale expérience d'urbanisme qui ait été réalisée en France.

Tout a été conçu en vue de provoquer chez les habitants de ces cités jardins aux habitudes, aux tempéraments et aux origines parfois si différentes un état d'âme collectif, de faire, de chaque agglomération une entité morale ayant sa vie propre, ses manifestations d'activité artistique, sociale ou sportive bien distinctes de celles de la ville voisine sans que pour cela puisse en souffrir la cordialité des rapports entre les deux communautés.

Il n'est pas jusqu'à la gestion administrative des cités qui ne laisse aux habitants une part étendue de décision et de responsabilité.

« C'est parce que nous nous sommes interdit de faire gérer administrativement des œuvres sociales par les chefs locaux, de crainte qu'ils n'y donnent pas tout leur cœur et considèrent comme une corvée ce qui doit être un apostolat, que nous nous sommes efforcés de déposer le ferment généreux des œuvres de mutualité, d'hygiène, de culture physique, artistique et musicale dans cet immense récipient d'énergie d'initiative, de bonne volonté, de bon sens et de dévouement qu'est une Cité.... Partout, nous suscitons des œuvres sociales, conçues, organisées et gérées uniquement par les agents, qu'il s'agisse de la vie matérielle, de l'agglomération ou de la vie de ses habitants (consultations de nourrissons, surveillance de l'enfance, instruction, culture physique, enseignement ménager et manuel, hygiène du corps, bibliothèques,

cinémas, etc). Partout nous n'intervenons que pour donner des moyens matériels (des locaux, des terrains, des subventions ou des prêts remboursables). C'est donc toujours à titre de conseiller, et lorsqu'on veut bien nous appeler, que nous intervenons, et il est de fait qu'on a confiance en nous et que nous intervenons toujours ».

L'organisation administrative est réduite au minimum. Un Comité de gestion, qui siège à Paris, composé d'un représentant de chacune des 3 divisions intéressées (Exploitation, Traction, Travaux) constitue l'organisme de coordination et de haute direction. Il distribue les crédits d'édilité, stimule les initiatives locales, résoud les questions épineuses qui peuvent surgir entre les Conseils des Cités et les Municipalités, et va, sur place, porter en même temps que la bonne parole le secours d'un conseil avisé.

Enfin, dans chaque Cité de plus de 50 logements, un Conseil local, composé de 3 fonctionnaires nommés par le Comité de gestion et d'Agents élus par leurs camarades à raison d'un membre par 50 ménages, constitue un véritable Conseil municipal dont les attributions sont multiples.

Les services de voirie et égouts, éclairage, enlèvement des ordures ménagères, gérance des bains douches, vidange des fosses, entretien des jardins publics, ainsi que toutes les questions, de plus en plus nombreuses, présentant un caractère collectif (service d'incendie, école de la Cité, service médical, salle de fête, terrains de jeu), sont de son ressort.

Un budget de 60 fr. par ménage est mis à la disposition du Conseil d'Administration pour assurer les services généraux de salubrité et d'hygiène.

Les excédents disponibles sur cette allocation, s'il en existe, sont à la disposition du Conseil qui peut en faire l'emploi de son choix. Organisations de fêtes, subvention à une œuvre sociale ou d'enseignement.

Ainsi encouragées, les œuvres de solidarité sociale ont déjà pris une extension remarquable dans certaines grandes Cités du Réseau. Dans la Somme, Longueau est à noter avec son dispensaire infantile, créé par l'Œuvre de la Nouvelle Etoile, qui comporte tous les services spéciaux pour le premier âge, ainsi qu'un service d'Inspection Scolaire.

A Roye, une boulangerie et une boucherie coopérative, créées par le Conseil local de la Cité, permettent aux adhérents de lutter victorieusement contre les conditions d'existence particulièrement élevées du fait des hauts salaires pratiqués dans les entreprises de la Reconstruction.

En matière d'enseignement toutes les cités importantes sont pourvues d'une école où les enfants reçoivent des instituteurs publics l'enseignement primaire.

Enfin il n'est pas jusqu'aux manifestations sportives qui ne soient soutenues et encouragées. Des stades coquettement aménagés complètent la liste des établissements d'utilité collective qui font de ces agglomérations un tout homogène se suffisant à lui-même et dont l'accueillant aspect contraste étrangement avec la désolante monotonie des anciennes cités ouvrières.

L'intérêt de cette expérience ne réside pas seulement dans les méthodes rapides et modernes de l'édification de ces cités, que l'on peut opposer à l'œuvre hésitante, semée d'écueils et d'a-coups de la Reconstitution officielle, mais aussi et surtout dans ses conséquences sociales. On peut dire qu'à cet égard cette expérience d'urbanisme donne les plus magnifiques espoirs.

Il suffit de lire le rapport présenté par M. Dautry aux États Généraux de la Famille Française pour saisir l'importance que cette question du confort et de l'agrément du logement peut avoir sur les habitudes, les mœurs et l'amélioration physique et intellectuelle d'une race.

« Sur ces 800 hectares employés à la construction de ces villages nouveaux, ce n'est pas seulement le soleil, l'oxygène et le toit qui ont été procurés à toutes les familles, c'est aussi du confort, de la beauté, un ensemble de conditions telles que les fautes de service sont plus rares qu'avant guerre, l'ivrognerie beaucoup moins fréquente, les discussions moins nombreuses qu'elles ne le seraient dans ces régions où manque la main-d'œuvre ; la natalité augmentée et la mortalité diminuée.

Et, parlant plus loin des revenus indirects que la construction de ces cités, nonobstant leur coût élevé ont apporté au réseau, M. Dautry continuait : « Le premier de ces revenus indirects, c'est pour le réseau, un personnel attaché à son service, qui l'aime, le fait correctement et a été dans des heures graves d'une fidélité absolue. Le second, c'est, pour le pays un trafic satisfaisant comme prix, sécurité, et régularité, la certitude d'avoir les transports dont l'industrie, le commerce, la mobilisation ou la guerre ont besoin. Le troisième et c'est celui sur lequel je veux m'arrêter, c'est une mortalité totale qui n'est que de 48 pour 10.000 alors que, pour la France, elle atteint 176 et une natalité de 301 pour 10.000 qui dépasse de plus de la moitié le chiffre de 194 représentant la moyenne française ».

C'est assurément la plus éclatante démonstration qu'on puisse faire, que le problème si angoissant de la repopulation française est lié presque uniquement à la lutte contre le taudis.

Dans toutes les cités, le coefficient de la natalité est en excédent considérable sur celui des villes avoisinantes, en même temps que celui de la mortalité présente un déficit non moins caractéristique. C'est double bénéfice. Ainsi, dans le Nord, qui détient cependant le 7^e rang parmi les départements français pour le pourcentage des naissances, on compte 221 naissances et 150 décès par

10.000 habitants, tandis que les cités jardins construites sur son territoire lui offrent en moyenne 413 naissances et seulement 63 décès.

Aux 210 naissances de la Somme, Montdidier en oppose 466, soit sensiblement plus du double, alors que la moyenne française est de 194 !

Enfin grâce au développement remarquable des installations et des œuvres d'hygiène, la mortalité infantile qui atteint en France 11 ‰ ne dépasse pas dans les cités 2,37 ‰.

Ces chiffres qui se passent de commentaires, confirment de façon éclatante que la solution du problème de la dénatalité doit être orientée beaucoup plus vers l'amélioration des conditions matérielles d'existence, que recherchée dans le domaine de la persuasion morale ou patriotique.

Placer les familles dans des conditions d'hygiène, d'agrément telles que l'enfant n'apparaisse plus comme le fardeau, mais comme la parure et l'ornement du foyer, l'entourer dès sa naissance et jusqu'à son âge d'homme des mille soins capables de maintenir en lui la santé physique et morale, constituer ces cellules d'énergie et — dans le bon sens — de conservation sociale, c'est comme le dit M. Dautry « la meilleure digue que l'on puisse opposer à la marée grandissante de l'alcoolisme, du malthusianisme et de la tuberculose ».



CONCLUSION

Quelles conclusions tirer de cette étude sommaire. Est-ce une condamnation sans appel des méthodes employées et des errements suivis. Est-ce, au contraire, un satisfecit accordé à l'Administration qui, ayant eu la responsabilité de cette œuvre, a droit par un juste retour à une part d'éloges ?

Ni l'un ni l'autre. Mais tout de même une vue de confiance pour l'avenir. Il y a dans ce lent travail qui évoque, en raccourci, tout le labeur d'une création ex-nihilo plus d'un sujet d'espoir. Il suffit de rappeler combien de « compétences », et des moins pessimistes, estimaient, il y a quatre ans encore, que la zone rouge, celle qui ne devait plus être relevée, engloberait au moins 26.000 hectares. Elle en comprend 1.500 en tout aujourd'hui, et il n'est pas sûr que dans quelques années le dernier champ chaotique n'ait pas été nivelé par la charrue.

Partout on travaille avec acharnement, sinon avec méthode, à débayer, à réparer, à reconstruire. Si les lenteurs des paiements, aussi bien que l'instabilité des prix, n'avaient trop souvent brisé cet essor, la reconstitution serait à peu près terminée à ce jour. En fait, au point de vue agricole, elle est très voisine de la capacité productive d'avant-guerre, et au point de vue industriel en assez bonne voie de relèvement.

Le point noir reste la reconstruction des immeubles bâtis. Il faut dire que celle-ci n'a jamais fait, pour ainsi dire, l'objet d'un plan d'ensemble. Elle a été ralentie successivement par des insuffisances de main-d'œuvres, qualitative et quantitative, par des difficultés d'approvisionnement de matériaux, puis par des difficultés financières.

Tandis que les premières étaient assez rapidement conjurées, les difficultés financières n'ont cessé de s'accroître, au point de paralyser presque complètement aujourd'hui toute la reconstruction immobilière.

A cet égard, les prévisions de crédits, pour 1925, sont des moins encourageantes. D'après l'évaluation faite par le Préfet, dans le rapport annuel au Conseil général de la Somme, ces ressources seraient de l'ordre de 600 millions, inférieures de plus de 100 millions à la dotation prévue pour 1924.

Fait plus grave, l'argent frais compris dans ces prévisions n'a cessé de diminuer, remplacé par des obligations sexennales d'une réalisation difficile et onéreuse, et pour plus d'un tiers des crédits totaux, par des obligations inaliénables pouvant tout au plus servir de nantissement pour des prêts à long terme.

Malgré toutes les difficultés qui l'assaillent, le sinistré garde la confiance. Il se souvient de l'engagement solennel de solidarité pris à la tribune de la Chambre au nom de la France intacte envers la France meurtrie. Il sait que seule la mauvaise volonté allemande a retardé les réparations auxquelles il avait droit.

Enfin, en dépit de certaines campagnes, il sait que le monde entier admire son effort. Depuis cinq ans, il a campé dans les abris humides, subi les rigueurs des hivers, connu les ravitaillements hasardeux faits à prix d'or, et l'affreuse détresse morale de l'isolement parmi les ruines.

Il ne s'est pas découragé. Patiemment, il a vaincu les dangers et les obstacles qui l'accablaient tour à tour. Il s'est incrusté sur son champ et d'une steppe informe et stérile, vouée à la mort éternelle, il a fait une terre féconde où ondulent les riches moissons.

Ainsi, demain, s'il se sent soutenu par la confiance de ses concitoyens, il achèvera sa tâche. C'est une deuxième guerre à gagner, et l'enjeu en vaut la peine; ce n'est rien moins que la prospérité économique de la France qui donnera enfin tout son prix à la Victoire.



TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE I. — L'activité économique du département de la Somme avant la guerre.	
Section I. — <i>L'industrie. — Ses caractéristiques. — Développement historique de l'industrie rurale. — Ses causes géographiques</i>	4
Section II. — <i>La production agricole.</i>	9
CHAPITRE II. — L'Invasion.	
<i>La stabilisation en 1914-1916. — La Retraite stratégique allemande en 1917. — L'offensive de 1918. — Le bilan des destructions.</i>	12
CHAPITRE III. — La Reconstitution du sol.	
<i>L'œuvre des services d'Etat. — Nettoyage du champ de bataille. — Désobusage. — Remise du sol en état de culture et d'habitabilité</i>	20
CHAPITRE IV. — La Reconstitution industrielle.	
<i>Son importance. — La nouvelle répartition. — Recul de l'industrie rurale. — Concentration de la sucrerie</i>	25

CHAPITRE V. — **La Reconstitution agricole.**

Section I. — <i>Les méthodes. — Les moyens financiers. — La production d'après guerre. — La répartition des cultures</i>	31
Section II. — <i>Le Remembrement rural</i>	37

CHAPITRE VI. — **La Reconstitution immobilière bâtie.**

<i>Intérêt économique et social de la reconstitution des immeubles privés. — Etude du problème au triple point de vue a) des matériaux, b) de la main-d'œuvre, c) des crédits. — Les coopératives de reconstruction. — Les bâtiments publics. — Les plans d'extension et d'embellissement.</i>	43
--	----

CHAPITRE VII. — **Les Services Publics.**

<i>Les voies ferrées. — Les routes. — Les canaux. — L'alimentation en eau. — L'électrification</i>	69
--	----

CHAPITRE VIII. — **Les Cessions de Dommages.**

<i>Transport des dommages. — Coefficient 3,25</i>	77
---	----

CHAPITRE IX. — **L'Initiative privée.**

<i>L'aide étrangère. — Les adoptions. — Les Cités jardins du Chemin de fer du Nord</i>	84
--	----

CONCLUSION	93
----------------------	----

ERRATA

Page 4, au sous titre du Chapitre I, il faut : *L'Industrie.*
— *Ses Caractéristiques.* — *Développement historique de l'Industrie rurale.*

Page 6, 11^{me} ligne, il y a n'entrait, il faut : *n'en tirait.*

Page 13, 29^{me} ligne, il y a perpétués, il faut : *perpétrés.*

Page 19, 23^{me} ligne, il faut : *dominé* par la masse.

Page 39, 27^{me} ligne, il faut : Des chiffres précédents
deux déductions....

Page 42, 18^{me} ligne, il faut : il n'en reste pas *moins* que.

Page 44, 5^{me} ligne, il faut : C'est-à-dire que *tandis* que l'industrie.

Page 80, 1^{re} ligne, il faut : *justifierait* au lieu de notifierait.
